

Histoire et Philatésie

Première partie :

Simón Bolívar



La ferveur avec laquelle la mémoire de Simón Bolívar est entretenue au Venezuela est unique. Si ce personnage est revendiqué par toute l'Amérique latine, c'est avant tout au Venezuela, où il est né, que son ombre est partout présente : de la plus grande ville au moindre village, il y a partout des avenues, des rues, des places, des bâtiments et des monuments qui portent son nom.

Son action s'est développée sur un territoire vaste comme l'Europe. Pendant vingt ans, il y a lutte pour l'indépendance et la liberté. Il reste le fondateur de cinq États (le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie, qui tient son nom de lui). Même s'il est mort en 1830 déçu et aigri de ne pas avoir pu réaliser son rêve d'une grande fédération latino-américaine, il reste une des figures les plus importantes de toute l'histoire du Nouveau Monde.

Le Venezuela l'a honoré par d'innombrables émissions de timbres-poste, aussi bien des timbres d'usage courant que des timbres commémoratifs. La valeur faciale de ces timbres est d'ailleurs exprimée en... bolívares : le bolívar est la monnaie officielle du Venezuela.

Il est donc normal de commencer l'histoire du Venezuela par la biographie de l'homme qui est le véritable père de cette nation.

Simón Bolívar est né à Caracas le 24 juillet 1783, quatrième enfant de Juan Vicente Bolívar et de María de la Concepción Palacios y Blanco, qui faisaient partie de l'aristocratie créole de Caracas.



1933, n° 170
150^e anniversaire de la naissance de Simón Bolívar



1940, n° 230
Le lit où il a vu le jour



1940, n° 231



1947, n° 266
Son baptême



1941, n° 232
Façade et patio de sa maison natale



1940, n° 235



1941, n° 234
Patio et fonts baptismaux de sa maison natale



1948, n° 269



1978, bloc 19A
Le baptême de Simón Bolívar. Oeuvre de Tito Salas

Entre 1978 et 1984, la poste vénézuélienne a émis, à intervalles réguliers, au total douze paires de timbres, accompagnées chaque fois d'un bloc, pour commémorer le bicentenaire de la naissance de Simón Bolívar (1783-1830)



1978, n°s 1028/1029
Simón dans les bras de sa nourrice Hipólita



1978, n°s 1028/1029
Juan Vicente Bolívar, le père de Simón

Juan Vicente Bolívar meurt en 1786, alors que le petit Simón n'a pas trois ans. Sa mère, tuberculeuse, décède six ans plus tard, en 1792. Il est élevé par une esclave noire, Hipólita, qui fait preuve d'une très - trop - grande tolérance envers le jeune Simón, dont l'insolence et le manque de discipline caractérisent la jeunesse. Il gardera toute sa vie une grande affection envers Hipólita.

En 1795, son éducation est confiée à Simón Rodríguez Carreño, qui exercera une grande influence sur l'adolescent, qui devient un élève brillant à l'Académie de mathématiques, et qui commence alors une carrière militaire.

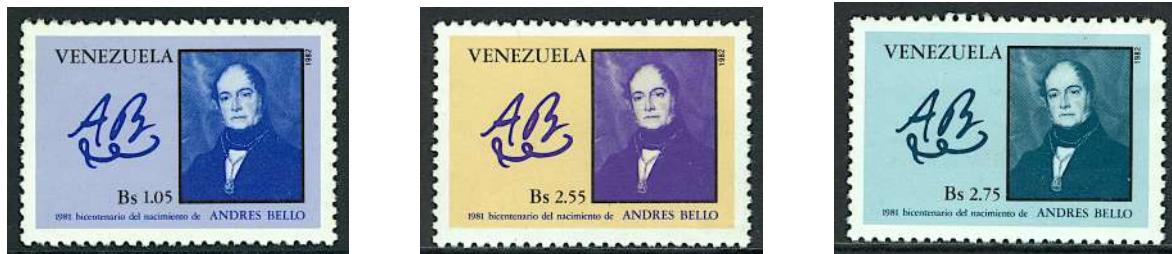
Le poète, juriste et littérateur Andrés Bello lui enseigne alors la géographie, l'histoire et la littérature. Le temps de la paresse, de l'insouciance et de l'insolence est définitivement révolu pour Simón Bolívar.



1978, n°s 1050/1051
Simón Bolívar à 25 ans
Simón Rodríguez, professeur et mentor de Simón Bolívar



1954, P.A. n°s 561/565
Simón Rodríguez Carreño, tuteur et mentor de Bolívar



1982, n°s 1115/1118



1946, n° 259 & P.A. n° 213



1965, P.A. n° 862
Andrés Bello



1911, F.P. n° 112



1969, n° 794
Bolívar étudiant

En 1799, il est envoyé à Madrid pour parfaire son éducation en Europe. Il y est reçu par son oncle don Esteban Palacios, qui l'introduit à la cour de Charles IV, roi dégénéré qui n'est qu'une marionnette entre les mains de son favori Godoy. Il y tombe amoureux de María Teresa del Toro, la fille d'un aristocrate de Caracas qui vit à Madrid.

En 1802, il est à Paris, où il ne cache pas son enthousiasme pour les idées de la Révolution et son admiration pour Napoléon. Rentré à Madrid, il y épouse le 26 mai 1802 sa fiancée María Teresa del Toro. Malheureusement, à peine rentrée à Caracas, son épouse meurt au début de 1803, et Bolívar, qui n'a pas 20 ans, se retrouve déjà veuf.



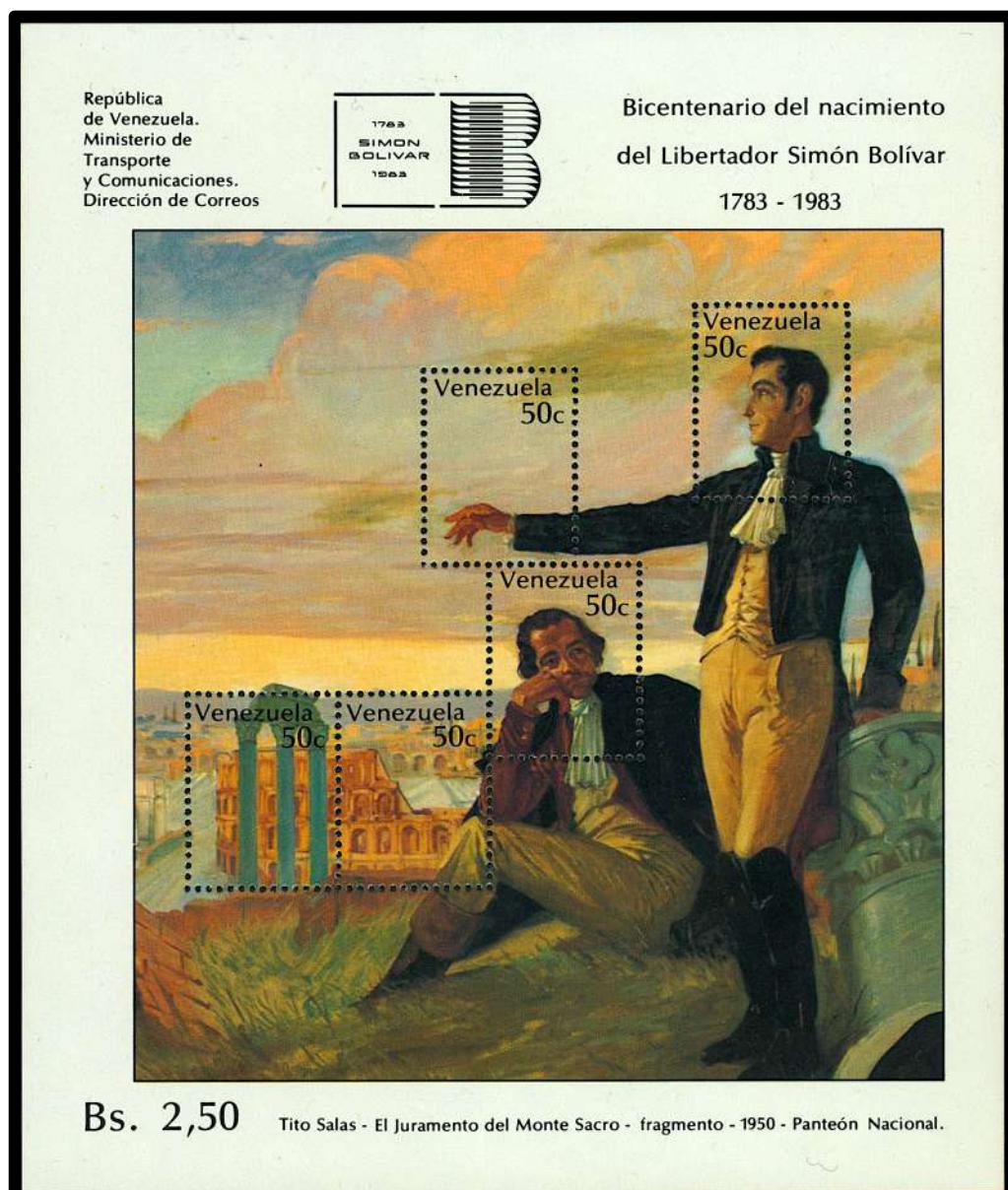
1969, n° 793
Le mariage de Simón Bolívar

Inconsolable de la perte de sa jeune épouse, il repart pour l'Europe, et s'installe à Paris, où il rencontre par hasard son ancien professeur, Simón Rodríguez Carreño. Ensemble, ils partent pour l'Italie, où Bolívar prononce en août 1805, au Monte Sacro près de Rome, son célèbre serment : il s'engage à n'avoir pas de repos avant d'avoir mis un terme à la domination espagnole en Amérique. Cet épisode a été plus tard "enjolivé" par les thuriféraires de Bolívar.





1957, n°s 539/545 & P.A. n°s 613/619
150^e anniversaire du "Serment de Bolívar" (... avec deux ans de retard !)



Bs. 2,50

Tito Salas - El Juramento del Monte Sacro - fragmento - 1950 - Panteón Nacional.

1978, bloc 19B

Le serment de Simón Bolívar au Monte Sacro, près de Rome, en 1805. Œuvre de Tito Salas

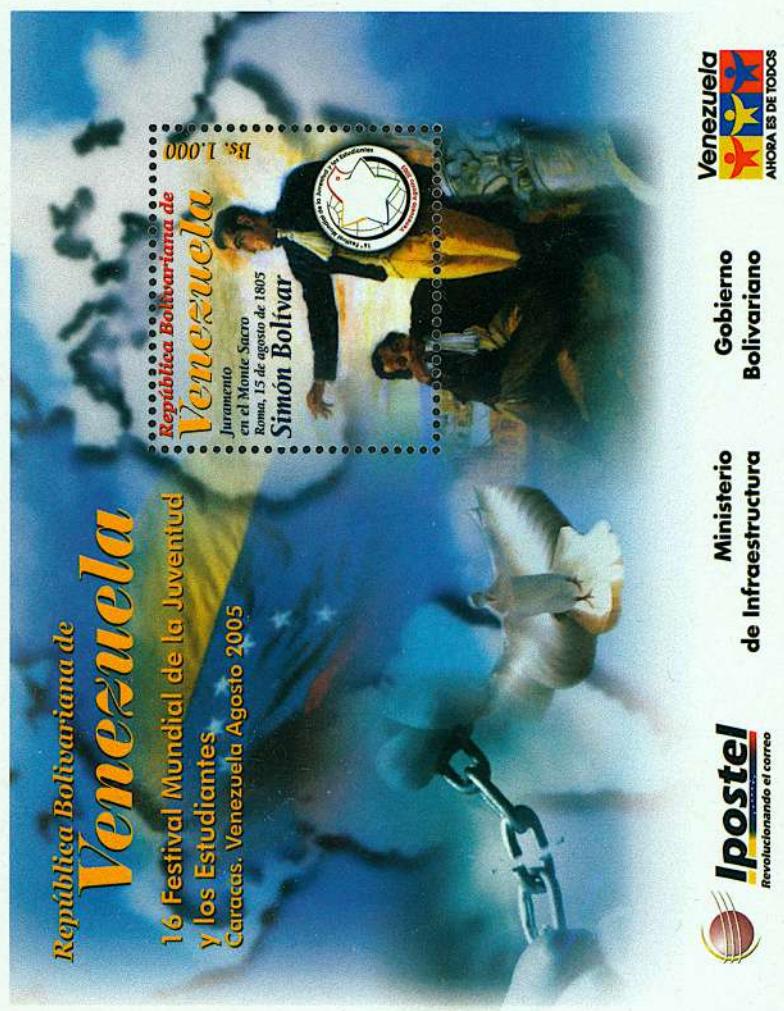
*Fragmento del Juramento
en el Monte Sacro
15 de agosto de 1805*

*¡Juro delante de usted;
juro por el Dios de mis padres;
juro por ellos; juro por mi honor,
y juro por mi Patria, que no daré
descanso a mi brazo, ni reposo a
mi alma, hasta que haya roto las
cadenas que nos oprimen por
voluntad del poder español!*

Simón Bolívar



Resolución N° 051 del 20 de julio de 2005
Depósito Legal CJ - 12/2005/2
Diseño Gráfico: Ramón Reyes
Impresión: Gráficas Armitane, C.A.



109000

2005, bloc 63
Le serment de Bolívar, le 15 août 1805 au Monte Sacro, près de Rome



**Gobierno
Bolivariano**

**Ministerio
de Infraestructura**



Venezuela
AHORA ES DE TODOS



Bolívar retourne ensuite à Paris, visite en 1806 la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne, et est en 1807 aux États-Unis. Pétri des idées de la Révolution française et ayant constaté le marasme laissé en Espagne par une monarchie dégénérée, il est séduit par les États-Unis, qui ont réussi à se libérer de la colonisation anglaise et faire prospérer la jeune nation américaine. Cela ne fait que conforter Bolívar dans son idée que l'Amérique latine doit suivre le même chemin envers l'Espagne et évoluer vers l'indépendance et la liberté.

En juin 1807, Bolívar est de retour à Caracas. Il s'entoure de nombreux personnages qui joueront plus tard un rôle dans les guerres d'indépendance et qui deviendront pour la plupart ses proches collaborateurs et conseillers. Le plus important est José Félix Ribas.



Ce sont cependant les événements d'Espagne qui vont engendrer l'ensemble des guerres d'indépendance de l'Amérique latine. En mars 1808, Charles IV doit abdiquer en faveur de son fils, Ferdinand VII. Profitant de la confusion, l'empereur Napoléon démet aussi bien le père que le fils et offre le trône d'Espagne à son frère Joseph.

Entre 1808 et 1814, c'est l'anarchie et le chaos en Espagne : partant du Portugal, un corps expéditionnaire anglais, commandé par Wellington, harcèle les troupes françaises, qui doivent partout battre en retraite. Dans les villes où les troupes françaises se sont retirées, des juntas de commandement sont installées, coordinées par une junte centrale, favorable à Ferdinand VII.

Le Venezuela reste lui aussi favorable à Ferdinand VII, mais les élites de Caracas, constatant que les autorités espagnoles locales s'opposent à toute initiative de la part de la population créole, considérée comme un ensemble de citoyens de seconde zone, manifestent de plus en plus leur mécontentement.

La situation devient explosive, et le 19 avril 1810 voit le dénouement de la crise : le capitaine général espagnol Vicente de Emparan est démis de ses fonctions, et une junte autonome prend le pouvoir à Caracas. Cette junte prétend cependant encore toujours agir au nom du roi Ferdinand VII d'Espagne.

Bolívar propose ses services à la junte de Caracas, et il est envoyé avec Andrés Bello à Londres, pour négocier l'aide de la Grande-Bretagne. Les Anglais promettent une "neutralité bienveillante", mais Bolívar, dont le but final est l'indépendance totale, obtient fin 1810 le retour au Venezuela d'un homme qui rongeait son frein en Angleterre : Francisco de Miranda.



2010, n°s 2892/2901
Protagonistes de la junte du 19 avril 1810



1960, n°s 619/621 & P.A. n°s 713/710
150^e anniversaire du 19 avril 1810

Si l'on parle de Bolívar comme du "Libertador", le nom qui va le mieux à Miranda est celui de "Precursor". Né à Caracas en 1750, il a participé à la guerre d'indépendance des États-Unis. Désireux de combattre pour l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique du Sud, il passe en 1783 en Europe avec l'espoir d'y trouver les appuis nécessaires à cette entreprise. Il visite la Russie, l'Allemagne, le Danemark, l'Italie et enfin la France. Enthousiasmé par la Révolution française, il participe à la bataille de Valmy en 1792.

Mais en 1797, menacé d'arrestation, il doit se réfugier en Angleterre.

Il effectue deux tentatives de débarquement au Venezuela en 1806, mais toutes deux se soldent par un échec, à cause du manque de soutien de la population locale.

Bolívar voit juste en estimant que seul Miranda serait capable de prendre la tête du mouvement qui doit aboutir à l'indépendance totale. C'est lui qui accueille Miranda à son arrivée au port de La Guaira, et qui l'accompagne à Caracas.



1911, n°s 125/126
Francisco de Miranda



2006, n°s 2577/2586
Francisco de Miranda



1950, n°s 299/302



1979, n° 1056



1986, n° 1216



1968, P.A. n°s 942/946
Francisco de Miranda

Dès leur arrivée à Caracas, Miranda et Bolívar sont confrontés à trois factions fort divergentes :

- Celle qui veut l'indépendance totale.
- Celle qui veut une large autonomie, mais qui continue à reconnaître Ferdinand VII comme le souverain légitime.
- Celle qui reste entièrement fidèle à l'Espagne.

Miranda fonde un association, la "Sociedad Patriótica", pour faire pencher la population en faveur de l'indépendance totale, et il parvient en 1811 à faire élire un congrès favorable à ses idées.

Le 5 juillet 1811, toujours sous l'impulsion de Miranda, le Congrès proclame l'indépendance du Venezuela, qui devient une république.

Inutile de dire que cet événement a fait au Venezuela l'objet d'innombrables émissions de timbres-poste commémoratifs.



1910, n° 124
100^e anniversaire de l'indépendance



2011, n°s 3008/3017
200^e anniversaire de l'indépendance. "La réunion de la Société patriotique". Œuvre de Tito Salas



1950, P.A. n°s 305/309
Signature de l'acte d'indépendance



1962, bloc 6
150^e anniversaire de l'indépendance



1962, n°s 646/648 & P.A. n°s 752/754
150^e anniversaire de l'indépendance



1962, bloc 7
150^e anniversaire de l'indépendance



2009, n°s 2777/2788
200^e anniversaire de l'indépendance. La déclaration d'indépendance

En 2011, tous les signataires de l'acte d'indépendance du 5 juillet 1811 ont été honorés par un timbre-poste, formant un ensemble de quatre feuillets avec 42 portraits

*Députés signataires de l'acte d'indépendance,
représentés sur les timbres-poste n°s 2790/2831*

Première série (n°s 2790/2799)

*Francisco Javier de Mayz
Juan Pablo Pacheco
Mariano de la Cova
Juan Nepomuceno Quintana
Manuel Plácido Maneiro*

*Manuel Palacio
Francisco Isnardi
Luis José de Cazorla
José Luis Cabrera
Juan Bermúdez*

Deuxième série (n°s 2800/2809)

*Gabriel de Alcalá
José Ángel Álamo
Juan Germán Roscio
Ignacio Ramón Briceño
Martín Tovar Ponte*

*Nicolás de Castro
Ignacio Fernández
Francisco Javier Yáñez
Luis Ignacio Mendoza
Fernando Peñalver*

Troisième série (n°s 2810/2819)

*Antonio Nicolás Briceño
Francisco Javier Ustáriz
Gabriel de Ponte
José de Sata y Busy
Lino de Clemente*

*Juan Antonio Rodríguez Domínguez
Isidoro Antonio López Méndez
José Vicente de Unda
El Marqués del Toro
Ramón Ignacio Méndez*

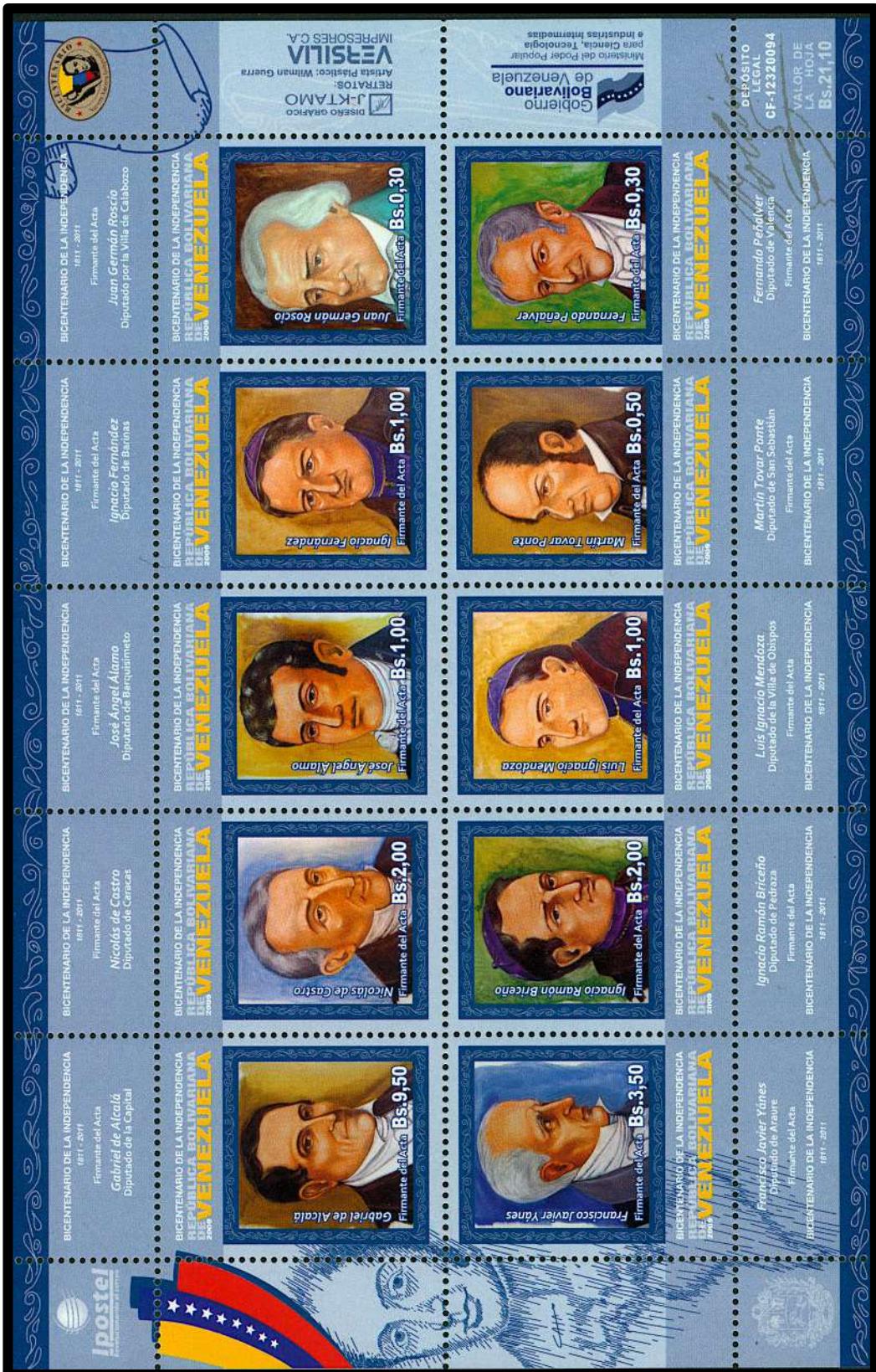
Quatrième série (n°s 2820/2831)

*Fernando Toro
Manuel Vicente Maya
Juan Antonio Díaz Argote
José María Ramírez
Juan Toro
Felipe Fermín Paúl*

*Francisco Policarpo Ortiz
Juan José de Maya
Francisco de Miranda
Gabriel Pérez de Pagola
Francisco Hernández
Salvador Delgado*



2009, n°s 2790/2799
*200^e anniversaire de l'indépendance, première série
 Effigies des députés signataires de l'acte d'indépendance*



2009, n°s 2800/2809
200^e anniversaire de l'indépendance, deuxième série
Effigies des députés signataires de l'acte d'indépendance



2009, n°s 2810/2819

200^e anniversaire de l'indépendance, troisième série
Effigies des députés signataires de l'acte d'indépendance



2009, n°s 2820/2831

200^e anniversaire de l'indépendance, quatrième série
Effigies des députés signataires de l'acte d'indépendance



2011, bloc 74
200^e anniversaire de l'indépendance. "Le Panthéon des héros". Oeuvre d'Arturo Michelena

Le pouvoir exécutif est attribué à un triumvirat, dont les trois membres devraient s'alterner à la présidence. Le premier président est Cristobal Mendoza. Il occupe la présidence jusqu'au 21 mars 1812, et part en exil lors de la chute de la première république. Il fera toute sa vie preuve d'une fidélité absolue à Bolívar.



1939, n°s 215/221



1994, n° 1694

Cristóbal Mendoza, premier président du Venezuela

Malheureusement, à Caracas, la mésentente règne rapidement entre Miranda et Bolívar. En vertu de ses efforts du passé, Miranda s'était attendu à plus d'hommages et de reconnaissance. Déçu et désillusionné, il sombre dans un profond pessimisme pour l'avenir, qui n'est pas partagé par Bolívar.

Les royalistes fidèles à l'Espagne se regroupent fin 1811 dans la partie occidentale du Venezuela, et sous les commandement de Domingo de Monteverde, passent à l'attaque en mars 1812. Le Congrès, aux abois, nomme Miranda dictateur-généralissime, doté des pleins pouvoirs.

Une catastrophe augmente encore le chaos : le 26 mars 1812, un tremblement de terre détruit Caracas, faisant près de 20 000 victimes. C'est Bolívar qui prend la direction des opérations de sauvetage.

La situation militaire se dégrade rapidement, à cause de l'inertie de Miranda : adoptant une tactique purement défensive, il laisse l'initiative à Monteverde, et Bolívar est obligé d'évacuer Puerto Cabello.

Miranda a perdu tout espoir, et demande l'armistice. Le 25 juillet 1812, la "capitulation de San Mateo" est signée, qui met fin à la première république vénézuélienne. Monteverde entre en vainqueur à Caracas. Miranda essaie de quitter le pays, mais son attitude avait suscité la colère et l'indignation de nombreux officiers, dont Bolívar. La veille de son départ du port de la Guaira, dans la nuit du 29 au 30 juillet 1812, Miranda est arrêté par Bolívar et ses amis, qui considèrent maintenant leur ancienne idole comme un traître.

Miranda, captif, est remis à Monteverde. Il terminera sa vie en prison à Cádiz, en Espagne, le 14 juillet 1816.



1966, P.A.n° 886
Miranda en prison, œuvre d'Arturo Michelena

Simón Bolívar regagne Caracas. Il parvient, grâce à certaines complicités, à obtenir un passeport, et le 27 août 1812, en compagnie de José Félix Ribas, il s'embarque à destination de Curaçao.

À Curaçao, les autorités n'accordent aucune aide à Bolívar, et confisquent ses bagages et son argent. Il trouve cependant aide et asile chez un avocat juif d'origine hollandaise, Mordechay Ricardo.



1989, n°s 1441/1443
Bolívar à Curaçao. Mordechay Ricardo

Pendant ce temps, en Colombie, qui était alors la Nouvelle-Grenade, la situation est d'une extrême complexité : les Créoles, c'est-à-dire les personnes d'ascendance européenne nées dans les colonies, avaient éliminé les unes après les autres les autorités espagnoles locales pour les remplacer par des juntas de gouvernement au nom du roi d'Espagne, Ferdinand VII, qui vivait alors en exil en France. Finalement, ils avaient formé le 20 juillet 1810 à Santa Fe de Bogotá une junte suprême de gouvernement. Mais les esprits avaient rapidement évolué, et une à une, les provinces avaient proclamé leur indépendance totale et adopté le système républicain : Cartagena, Santa Fe de Bogotá, Antioquia, Tunja, etc.

Il n'était cependant pas question d'une nation colombienne, et trois tendances s'affrontent dans une longue guerre civile :

- Une centraliste, avec Nariño à Santa Fe de Bogotá, dans l'État de Cundinamarca.
- Une fédéraliste, regroupée dans les Provinces-Unies de la Nouvelle-Grenade.
- Une royaliste, avec Santa Marta et Popayán comme principaux centres.

C'est dans cette atmosphère que Bolívar débarque en novembre 1812 à Cartagena. En décembre 1812, il y fait paraître son très célèbre *"Manifeste de Cartagena"*. C'est une analyse lucide et sobre des causes de l'échec de la première république vénézuélienne, et des erreurs à éviter dans le futur, si l'Amérique latine veut accéder à l'indépendance. Ce manifeste a un énorme retentissement et est commenté avec passion par les élites de la Nouvelle-Grenade.

Bolívar se met au service de Cartagena, et combat avec succès les forces royalistes. Il remporte le 28 février 1813 la bataille de Cúcuta, dans le nord-est de la Colombie. C'est de là qu'il lance alors sa grande campagne vers l'est, dans le but de reconquérir le Venezuela. Cette campagne, connue sous le nom de "Campaña Admirable" est un succès : Bolívar voit de victoire en victoire, et le 6 août 1813, il connaît une des plus grandes joies de sa vie : son entrée triomphale dans Caracas.

Il perd pendant cette campagne un de ses meilleurs lieutenants, Antonio Nicolás Briceño, fait prisonnier par les Espagnols et exécuté le 15 juin 1813.



1982, n° 1121
Antonio Nicolás Briceño

Dès son entrée à Caracas, Bolívar se comporte en véritable chef d'État, mais les problèmes s'amoncellent :

- Les royalistes espagnols gardent encore plusieurs places fortes. Bolívar perd son lieutenant et ami Atanasio Girardot pendant un de ces combats, le 30 septembre 1813.



Colombie, 1991, n° 966
Atanasio Girardot

- La révolte des *llaneros*. Dans les *llanos*, les grandes prairies chaudes et humides du centre, vivait une population rude et primitive, qui va se mettre au service d'un chef d'une cruauté inouïe : José Tomás Boves. Haïssant tous les Blancs, qu'il soient royalistes ou républicains, il n'est intéressé que par le massacre et le pillage. Bolívar essaie de le contenir, mais devant la peur que Boves inspire, il doit battre en retraite. Il est sauvé de justesse à San Mateo par le sacrifice de son ami Antonio Ricaurte, qui se sacrifie en faisant sauter le 25 mars 1814 le dépôt de munitions.



Colombie, 1926, n° 251
Antonio Ricaurte



2008, n°s 2715/2726
Différents portraits de Simón Bolívar

Bolívar est battu par Boves à La Puerta, le 15 juin 1814, et le 6 juillet, il doit évacuer Caracas avec la majorité de la population. Il se dirige vers l'est, où il trouve l'appui de Santiago Mariño.



1988, n° 1413
Santiago Mariño

Santiago Mariño est un indépendantiste convaincu, mais, refusant le rôle de second, il sera longtemps le rival de Bolívar. Après avoir livré ensemble des combats d'arrière-garde, ils doivent s'enfuir dans des conditions très difficiles, et Bolívar parvient à s'embarquer à nouveau vers Cartagena. La deuxième république vénézuélienne n'a donc duré qu'onze mois, d'août 1813 à juillet 1814.

De retour en Colombie, Bolívar a la joie d'y retrouver Rafael Urdaneta, un de ses fidèles lieutenants, qui ramène les restants de l'armée républicaine du Venezuela.

Urdaneta a toujours été d'une fidélité sans failles et d'une extrême loyauté envers Bolívar. Il a été pendant quelques mois, de septembre 1830 à avril 1831, le président de ce qui était encore officiellement la Grande Colombie, mais qui était en train de se disloquer. Ayant choisi le camp de Bolívar contre Páez, il part en 1831 en exil à Curaçao, et ne peut rentrer au Venezuela qu'en 1832. Il occupera plus tard, de 1839 à 1845, le poste de ministre de la défense du Venezuela.



1988, n°s 1408/1412
200^e anniversaire de la naissance de Rafael Urdaneta



1911, n°s 127/128

Rafael Urdaneta

1946, n° 258 & P.A. n° 212

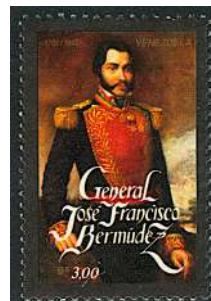
Mais la situation en Nouvelle-Grenade est plus que confuse : c'est la guerre civile entre les Provinces-Unies de la Nouvelle-Grenade, dont la capitale est Tunja, et le Cundinamarca, avec Santa Fe de Bogotá comme capitale. Bolívar est nommé à la tête des forces des Provinces-Unies de la Nouvelle-Grenade, et le 10 décembre 1814, il s'empare de Santa Fe de Bogotá, obligeant ainsi le Cundinamarca à reconnaître l'autorité des Provinces-Unies.

Mais, devant les dissensions entre les leaders de la Nouvelle-Grenade, Bolívar préfère démissionner de son poste de commandant en chef, et le 9 mai 1815, il se retire à la Jamaïque.

Pendant ce temps, trois des anciens lieutenants de Bolívar avaient continué la lutte au Venezuela, et considéraient celui-ci comme un traître, tout comme Bolívar lui-même avait été indigné en 1812 par la "trahison" de Miranda. Il s'agit de José Félix Ribas, Manuel Piar et José Francisco Bermúdez. Leur sort a été très différent : Ribas fut fait prisonnier par les llaneros et décapité le 31 janvier 1815. Piar continua son opposition larvée contre Bolívar, qui le fit finalement exécuter le 16 octobre 1817. Seul Bermúdez se réconcilia plus tard avec Bolívar et allait encore jouer un rôle important dans la guerre d'indépendance.



1994, n° 1697
Manuel Piar

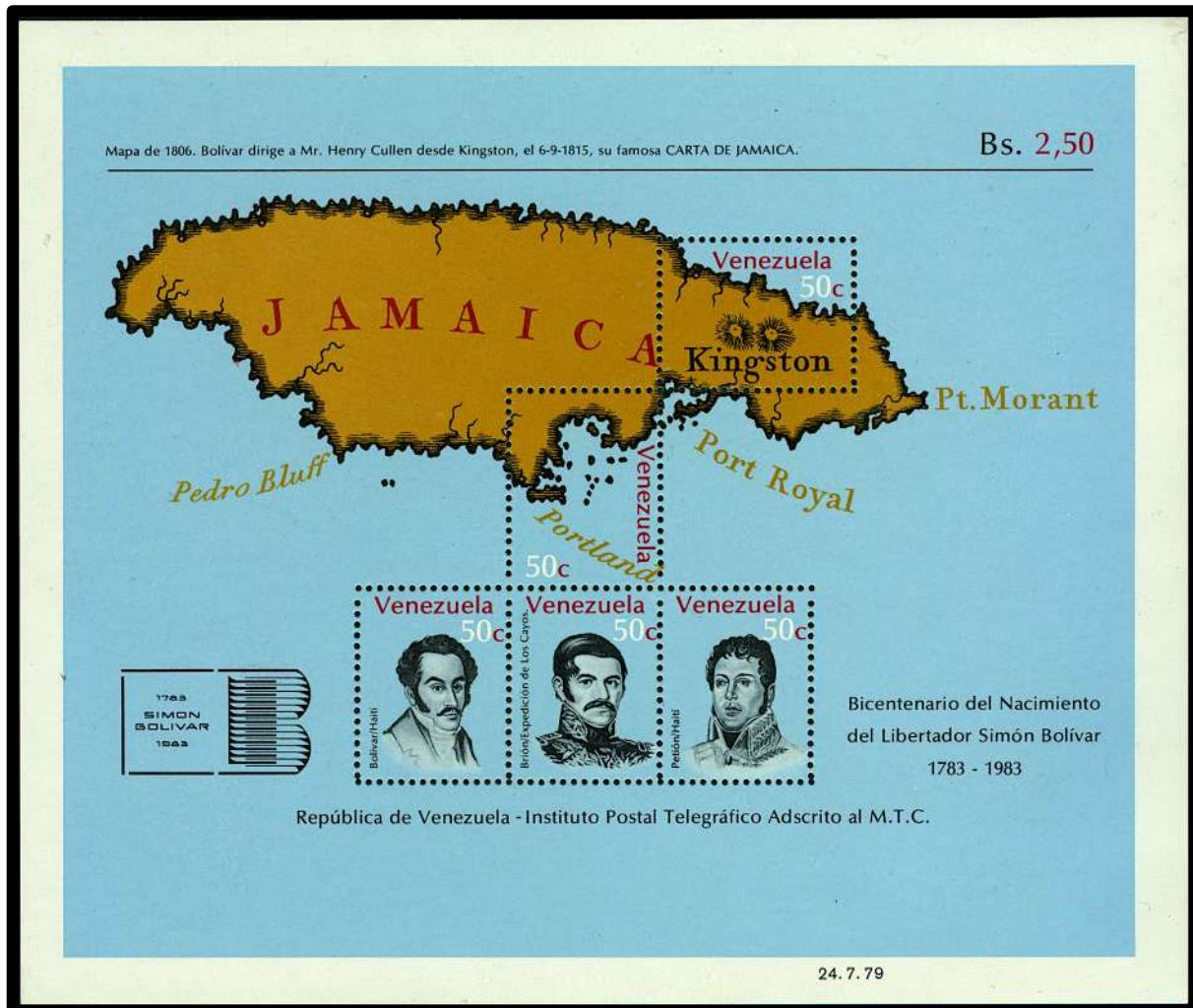


1982, n° 1120
José Francisco Bermúdez

À la Jamaïque, Bolívar vit dans un dénuement complet, mais il a le courage d'y faire paraître un nouveau texte célèbre: la "Lettre de la Jamaïque", qui est une brillante analyse de la situation dans les colonies espagnoles et de la légitimité de la lutte pour l'indépendance.



1965, P.A. n° 867
150^e anniversaire de la "Lettre de la Jamaïque"



1979, bloc 20
Séjour de Simón Bolívar à la Jamaïque en 1815. Carte de la Jamaïque
Effigies de :
- Simón Bolívar
- L'amiral Luis Brion, qui soutint Bolívar à partir de 1815
- Alexandre Pétion, président d'Haïti qui accueillit Simón Bolívar fin 1815



1979, n°s 1052/1053
Simón Bolívar



La signature de Simón Bolívar

Mais entretemps, la situation a évolué en Espagne : après la chute de Napoléon, Ferdinand VII retrouve son trône, et dès le début, il impose le retour à l'absolutisme de l'Ancien Régime. Il rétablit le vieux Conseil des Indes, et envoie un nouveau vice-roi, accompagné d'une armée de plus de 10 000 soldats, commandés par le général Pablo Morillo, pour reconquérir tous les anciens territoires coloniaux espagnols.

Morillo, nommé "el Pacificador (sic)", débarque le 3 avril 1815 au Venezuela, et dès le 7 avril, il s'empare de l'île Margarita, le dernier foyer de résistance de la part des républicains vénézuéliens. Il y obtient la soumission de Juan Bautista Arismendi, qui allait devenir plus tard un lieutenant important de Bolívar. Après Caracas, il se dirige vers l'ouest, pour reconquérir la Nouvelle-Grenade, et le 6 décembre 1815, il s'empare de Cartagena, après un long siège.

Pendant ce temps, Bolívar ronge son frein à la Jamaïque. Il y reçoit Luis Brión, un armateur d'origine hollandaise installé à Curaçao, qui lui propose de le ramener à Cartagena. Mais, apprenant la chute de la ville, ils partent ensemble, le 18 décembre 1815, pour Haïti. Luis Brión sera, pour son aide inconditionnelle à Bolívar, toujours surnommé l'amiral Brión.

À Haïti, Bolívar reçoit un accueil chaleureux du président Alexandre Pétion, qui lui accorde toute son aide. La seule chose que Pétion, lui-même fils d'esclave noir, demande en échange de cette aide est la promesse de Bolívar d'abolir l'esclavage dans son pays, après la reconquête. Et le 2 janvier 1816, à Haïti, Bolívar fait, en présence de Pétion, cette promesse solennelle. Un demi-siècle avant Lincoln...



Antilles néerlandaises, 1971, n° 423



Curaçao, 1934, n°s 115 & 116



Luis Brión



Haiti, 1954, n° 346
Alexandre Pétion



Haiti, 1985, n° 837
Bolívar à Haïti



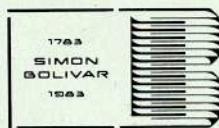
1979, n°s 1065/1066
Simón Bolívar



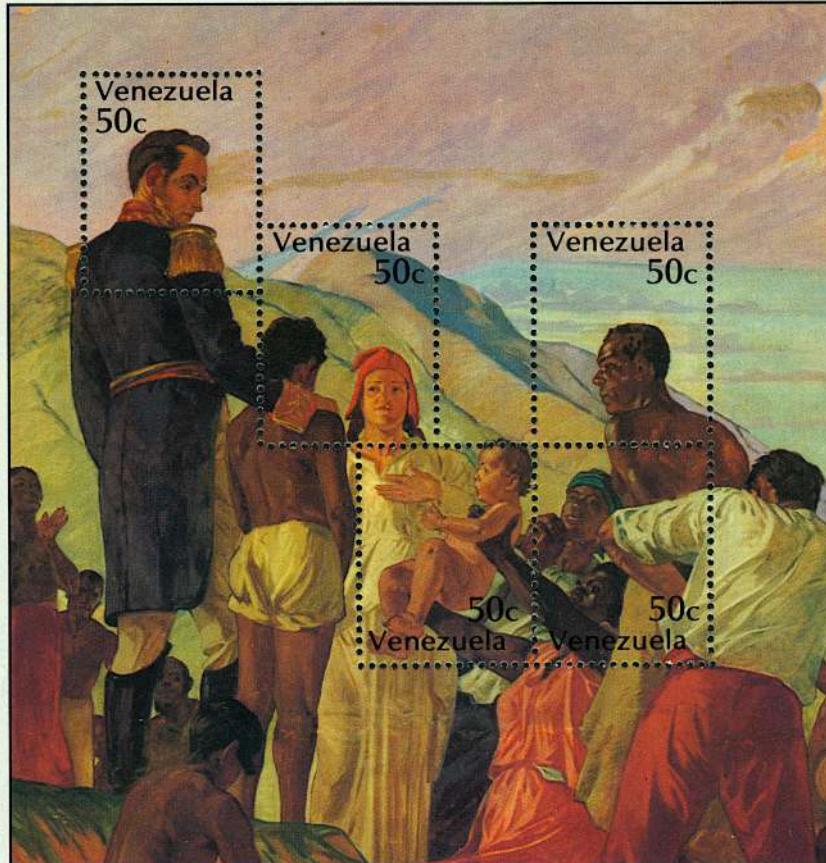
1979, n°s 1065/1066
L'abolition de l'esclavage.

Portrait d'un esclave

República de Venezuela
Instituto
Postal Telegráfico



Bicentenario del Nacimiento
del Libertador "Simón Bolívar"
1783 – 1983



Bs. 2,50

Tito Salas / La Libertad de los Esclavos / Fragmento / 1950 / Oleo Sobre Tela / Panteón Nacional

1979, bloc 21

La libération des esclaves, décidée en 1816 par Simón Bolívar. Œuvre de Tito Salas

Début avril 1816, grâce à l'aide de Pétion et aux bateaux fournis par Brión, Bolívar parvient à s'embarquer à nouveau vers son pays. Il accoste à l'île Margarita, qui, dès le départ de Morillo, avait été reprise par les patriotes conduits par Arismendi. Bolívar est cependant dès le début de l'expédition confronté à des problèmes, surtout parce que plusieurs de ses lieutenants, surtout Mariño, Bermúdez et Piar, lui contestent le titre de commandant en chef.

Cette rivalité sournoise est à la base de l'échec de cette première tentative de reconquête de la part de Bolívar, qui est contraint de retourner début septembre 1816 à Haïti, où il continue à recevoir le soutien de Pétion.

Mais entretemps, la situation avait complètement changé en Nouvelle-Grenade. Après avoir pris Cartagena, Morillo avait reconquis toute la Nouvelle-Grenade et s'était installé à Santa Fe de Bogotá. La population locale, bien que lasse de la guerre civile, doit alors subir la terrible répression exercée par le vice-roi Juan de Sámano. Rien qu'à Cartagena, les massacres coûtent la vie à plus d'un tiers de la population. Exécutions, travaux forcés, exils et exactions se poursuivent inlassablement, orchestrés par un "Conseil de Purification". L'opinion publique se retourne une fois de plus, et redonne progressivement sa sympathie aux indépendantistes.

Les officiers indépendantistes, constatant que la cause de leur premier échec était la division, acceptent enfin de reconnaître le titre de commandant en chef de Bolívar, qui quitte à nouveau Haïti et débarque fin 1816 sur la côte vénézuélienne. Morillo s'empresse de se rendre avec ses forces au Venezuela, pour ce qui sera nommé la “Guerra a muerte”.

Morillo essaie d'abord de reprendre l'île Margarita, mais il se heurte à l'opiniâtre résistance de Francisco Esteban Gómez, qui y remporte la victoire de Matasiete le 31 juillet 1817.



1967, PA n° 923
150^e anniversaire de la bataille de Matasiete. Francisco Esteban Gómez

Bien qu'étant officiellement le commandant en chef, Bolívar n'est pas encore en position assez forte pour freiner les ambitions de ses lieutenants Mariño, Piar et Bermúdez. Il parvient à se rallier définitivement Bermúdez, mais les deux autres continuent à le contrecarrer, dans l'espoir d'usurper sa place.

Heureusement il reçoit le ralliement du nouveau chef des *llaneros*, José Antonio Páez, qui a pris la succession de José Tomás Boves, mort en 1814. Ce ralliement est dû au manque de perspicacité de Morillo, qui, dans sa volonté de soumettre tout le territoire, s'était attaqué à Páez, le rejetant ainsi dans les bras de Bolívar.

Bolívar descend vers le sud, entreprend dans les bouches de l'Orénoque ce que l'on nomme “la campagne de Guyane”, et en juillet 1817, ses troupes parviennent à s'emparer de la ville importante d'Angostura (actuellement Ciudad Bolívar). Bolívar y fait son entrée fin août, y instaure la troisième république vénézuélienne, et en fait sa capitale.

Il y fait rapidement preuve de ses dons d'organisateur et de législateur, mais aussi d'implacable chef, en faisant exécuter Piar, qui continuait à s'opposer à lui. Ensuite, il quitte Angostura le 31 décembre 1817 pour rejoindre Páez dans les llanos, afin de rencontrer ensemble les forces espagnoles de Morillo. Mais après une première victoire, Páez se retire et Bolívar subit une sévère défaite le 16 mars 1818 à La Puerta. Déprimé et amer, il doit se retrancher dans Angostura.

Mais pour la première fois depuis longtemps, le vent se met à tourner en faveur de Bolívar :

- Il parvient à convaincre Páez de l'importance de la lutte commune contre l'Espagne.
- Il obtient la réconciliation - précaire - avec Mariño.
- Il voit affluer un grand nombre de volontaires venus d'Europe, surtout d'Angleterre et d'Irlande, enivrés par le vent de romantisme qui soufflait alors sur l'Europe. Parmi ceux-ci, Daniel O'Leary, qui deviendra son ami et son principal historiographe.
- Il s'attache les services du jeune Francisco de Paula Santander, qui deviendra son principal adjoint avant de devenir son rival, puis son ennemi. Il donne à Santander l'ordre d'occuper les llanos de Casanare, à l'ouest de ceux de Páez, et situés en Nouvelle-Grenade.



1979, n° 1057
Daniel O'Leary



1993, n° 1619
José Antonio Páez



1911, F.P. n° 114



Colombie, 1989, n° 935
Francisco de Paula Santander

Voulant montrer au monde que la troisième république vénézuélienne a des structures, des institutions et des lois, Bolívar convoque un congrès à Angostura, qui s'ouvre le 15 février 1819. Vingt-six délégués du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade doivent y poser les fondations législatives du futur état indépendant. Bolívar y est nommé président de la république à titre provisoire, mais avec les pleins pouvoirs.



1980, bloc 22
Le congrès d'Angostura de 1819. Œuvre de Tito Salas



1980, n°s 1073/1074

Le congrès d'Angostura, en 1819

Signature de l'acte du congrès.



La maison où s'est tenu le congrès



1940, P.A. n° 137

Le congrès d'Angostura de 1819. Oeuvre de Tito Salas

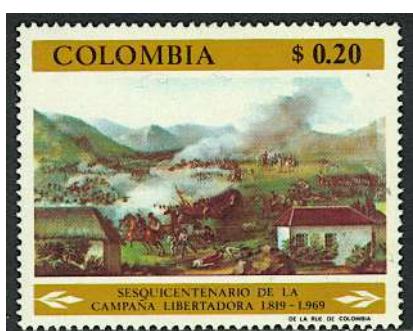


1969, n° 775

C'est à cette époque que Bolívar conçoit un plan d'une audace incroyable : craignant d'affronter les forces de Morillo dans les plaines du Venezuela, il envisage de franchir les Andes avec son armée, et de surprendre les Espagnols en Nouvelle-Grenade.

Pendant l'été 1819, il réalise cet exploit réputé impossible : la traversée des Andes, à plus de 4000 mètres d'altitude, pour surprendre l'armée espagnole. Malgré des difficultés inouïes, Bolívar mène cette traversée à bien, et bat les Espagnols à la bataille du Pantano de Vargas, le 25 juillet 1819.

L'affrontement décisif a lieu à la bataille de Boyacá, le 7 août 1819. C'est encore une victoire, et Bolívar rentre triomphalement à Bogotá le 10 août 1819.



Bataille de Boyacá



Colombie, 1969, n°s 646/647 & P.A. n° 497
Passage des Andes
150^e anniversaire de la campagne de libération



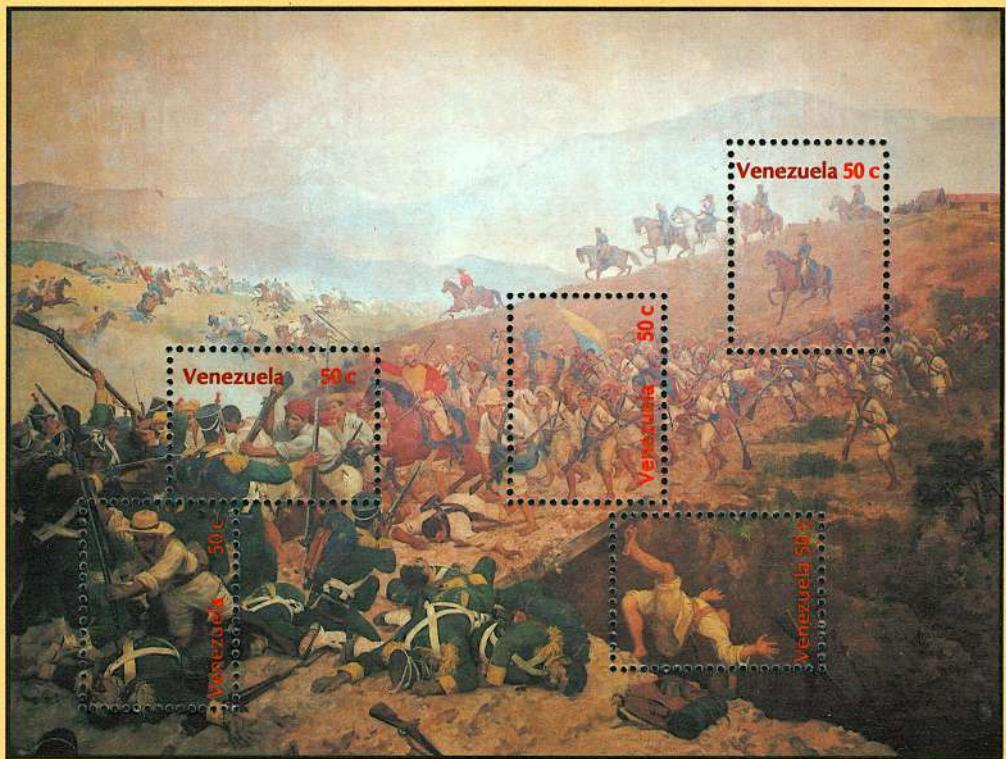
Entrée à Bogotá



1970, n° 810
150^e anniversaire de la bataille de Boyacá

Martín Tovar y Tovar - Batalla de Boyacá - Sala Roja - Salón Elíptico - Congreso de Venezuela

Bs. 2,50



República de Venezuela
Instituto Postal Telegráfico



Bicentenario del Nacimiento
del Libertador Simón Bolívar

1783 - 1983

1982, bloc 23

La bataille de Boyacá. Œuvre de Martín Tovar y Tovar



1960, n°s 628/630 & P.A. n°s 722/724
Le général José Antonio Anzoátegui, héros de la bataille de Boyacá



1982, n°s 1108/1109

La bataille de Boyacá, le 7 août 1819

Le colonel Juan José Rondón

Le général José Antonio Anzoátegui

Deux héros de la bataille de Boyacá

En Nouvelle-Grenade, les Espagnols ne gardent plus que les ports de Cartagena et Santa Marta, ainsi que quelques places au sud. Mais les choses ne vont pas si bien au Venezuela : une fois de plus, Mariño essaie de remplacer Bolívar, en faisant circuler la nouvelle que celui-ci était mort ou prisonnier.

Pour cette raison, Bolívar laisse le gouvernement de la Nouvelle-Grenade aux mains de Santander, et se hâte vers Angostura, où il arrive le 11 décembre 1819. Il réunit immédiatement le Congrès, et le 17 décembre 1819, il fait adopter la création de la République de Colombie, qui comprend le Venezuela, la Nouvelle-Grenade et le territoire de l'actuel Équateur. À la tête de cet immense territoire se trouve un président unique, secondé par trois vice-présidents : un pour les trois départements qui constituent l'ensemble : le Venezuela (Caracas), le Cundinamarca (Bogotá) et Quito.

Mais si la République est créée en 1819, il faut la doter d'institutions solides et efficaces, et c'est dans ce but que Bolívar réunit en 1821 un congrès constituant à Cúcuta. Les principales acquisitions en sont :

- Le pouvoir exécutif est assumé par un président élu.
- Le pouvoir législatif est incarné par un système bicaméral (Chambre et Sénat).
- Le suffrage censitaire est instauré.
- La promesse d'abolir à terme l'esclavage y est formulée.
- La capitale est Santa Fe de Bogotá, dont le nom devient simplement Bogotá.



Colombie, 1971, n° 656

150^e anniversaire de la constitution de Cúcuta

En 1820, un vent de libéralisme souffle sur l'Espagne, et Madrid demande à Morillo d'entamer des négociations avec Bolívar. Ces négociations aboutissent à l'armistice du 26 novembre 1820. Peu après, Morillo se rembarque pour l'Europe, cédant le commandement local à Miguel de La Torre.

Mais les négociations de paix échouent, pendant que deux centres qui étaient encore aux mains des royalistes se soulèvent : Guayaquil en Équateur et Maracaibo au Venezuela. Et le 28 avril 1821, les hostilités reprennent.

Bolívar se déplace vers le Venezuela, et le 24 juin 1821, il remporte une éclatante et décisive victoire sur les Espagnols à Carabobo.



1961, n°s 643/644 & P.A. n°s 744/749
140^e anniversaire de la bataille de Carabobo



1940, n° 228
La bataille de Carabobo



1971, n° 836
150^e anniversaire de la bataille de Carabobo



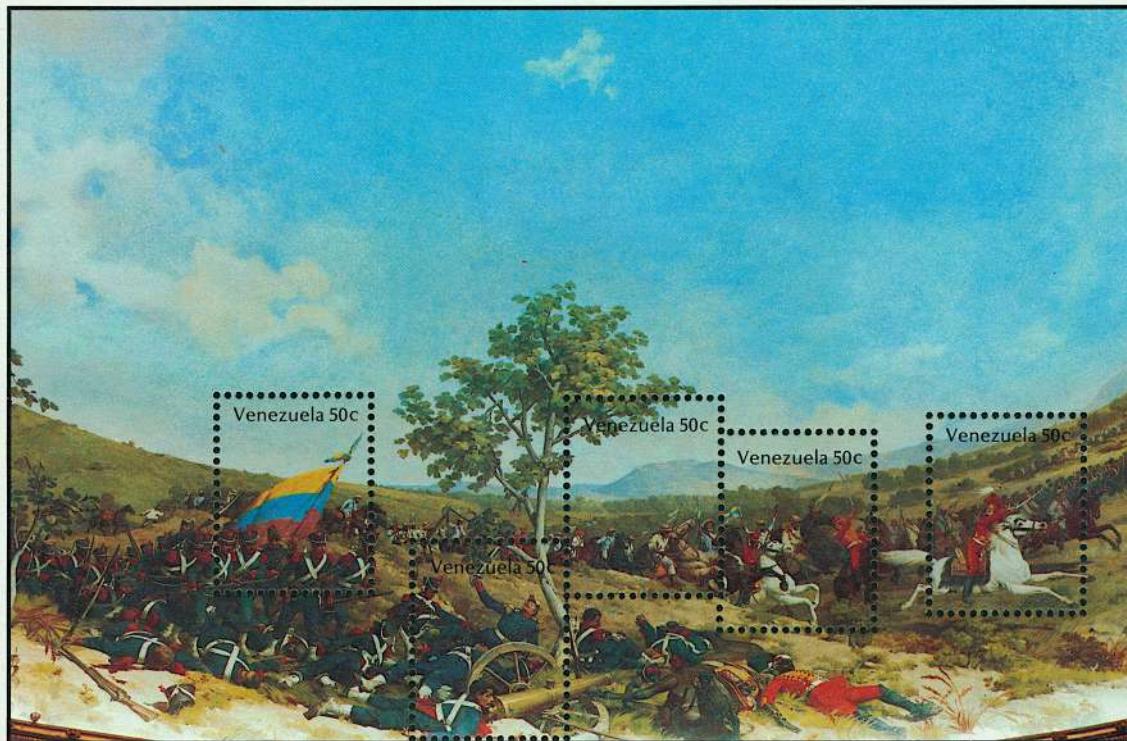
1982, n°s 1119A/1119B
La bataille de Carabobo, le 24 juin 1821
Monument de la victoire, à Carabobo



José Antonio Páez

República de Venezuela Instituto Postal Telegráfico
Bicentenario del Nacimiento del Libertador Simón Bolívar 1783 - 1983

Bs 2,50



Martín Tovar y Tovar, Batalla de Carabobo, (fragmento) Salón Elíptico, Caracas



1982, bloc 24

La bataille de Carabobo. Œuvre de Martín Tovar y Tovar



1940, P.A. n°s 131/136
Monument de la bataille de Carabobo



2001, n°s 2175/2184
180^e anniversaire de la
bataille de Carabobo
(24 juin 1821)

José Antonio Páez

Thomas Ilderton Ferriar

annonce de la victo

Simón Bolívar

Ambrosio Plaza

Pedro Camejo



1993, n° 1618
Monument de la bataille de Carabobo

Après la victoire de Carabobo, Bolívar fait une entrée triomphale à Caracas, le 29 juin 1821. Miguel de La Torre se retranche, avec les débris de son armée, dans Puerto Cabello, qui ne sera reprise qu'en 1823, après l'ultime victoire : la bataille navale du lac Maracaibo, le 24 juillet 1823. La flotte espagnole y est détruite par la marine de la Grande Colombie, commandée par l'amiral José Prudencio Padilla.



1973, n° 881/883
150^e anniversaire de la bataille navale de Maracaibo



Colombie, 2008, n° 1439
La bataille navale de Maracaibo en 1823



Colombie, 1984, n° 879
L'amiral Prudencio Padilla

Les choses sont plus difficiles vers le sud, dans ce qui est actuellement l'Équateur. Cette région, avec Pasto, Guayaquil et Quito, est encore aux mains des royalistes espagnols, mais elle est convoitée aussi bien par Bolívar à partir de la Nouvelle-Grenade que par San Martín à partir du Pérou.

Le 28 juillet 1821, José de San Martín avait proclamé l'indépendance du Pérou, et a l'intention de remonter vers le nord. Bolívar envoie d'urgence le général Antonio José de Sucre vers le sud. Celui-ci parvient à occuper Pasto et Guayaquil, et remporte le 24 mai 1822 la bataille de Pichinchá, ce qui permet à Bolívar, qui de son côté avait battu les Espagnols à la bataille de Bomboná le 7 avril 1822, de faire son entrée à Quito le 16 juin 1822. Sucre est nommé à la tête de la province de Quito.



1904, n°s 110/114 & 123



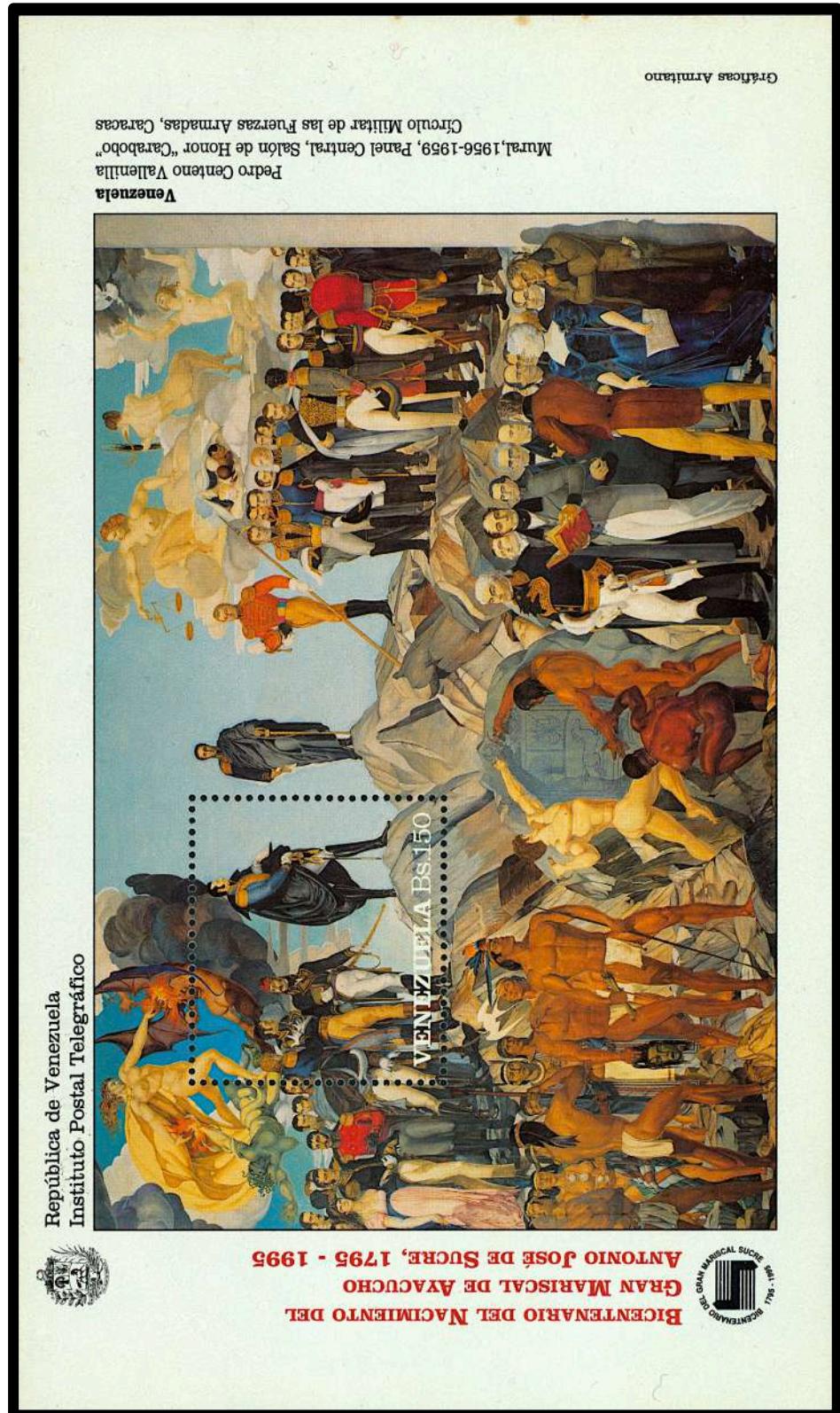
1960, n°s 631/633 & P.A. n°s 725/727

Antonio José de Sucre



1995, n°s 1709/1718

200^e anniversaire de la naissance d'Antonio José de Sucre



1995, bloc 41
200^e anniversaire de la naissance d'Antonio José de Sucre



1944, n°s 251/253



1944, P.A. n°s 202/211

Antonio José de Sucre

Bolívar et San Martín se rencontrent en juillet 1822 à Guayaquil, et peu de temps après, sans donner des raisons valables, San Martín renonce à toutes ses charges militaires et politiques, et laisse à Bolívar le soin de parachever la conquête du Pérou et de la Bolivie.



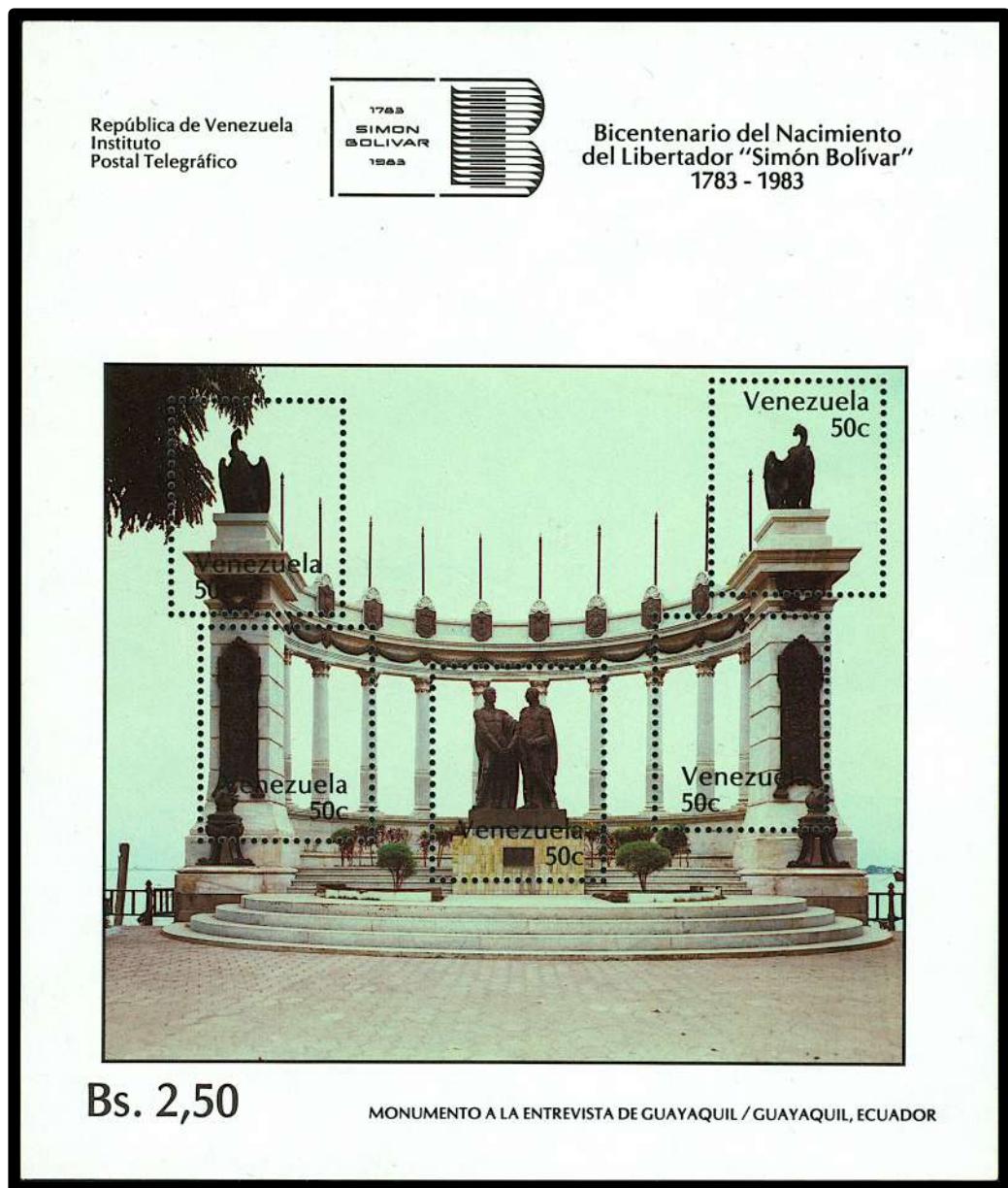
1979, n°s 1046, 1048 & 1049

José de San Martín



1982, n°s 1119C/1119D

*L'entrevue de Guayaquil entre Simón Bolívar et José de San Martín, le 26 juillet 1822
Plaque commémorative du monument de l'entrevue. La rencontre de Bolívar et de San Martín*



1982, bloc 25

Le monument de l'entrevue de Guayaquil (Équateur) entre San Martín et Bolívar, en juillet 1822

Après le départ du Pérou de San Martín, dégoûté des intrigues, différentes factions des élites de Lima se disputent le pouvoir, ce dont profitent les royalistes et les forces espagnoles pour regagner du terrain. Le Congrès du Pérou fait appel à Bolívar, pour redresser une situation qui devient de plus en plus critique.

Après avoir reçu le feu vert du Congrès de la Grande Colombie, Bolívar débarque au Pérou et arrive en septembre 1823 à Lima, avec Sucre. Mais plusieurs personnalités péruviennes pactisent avec les Espagnols, qui, avec leur aide, parviennent à occuper de nouveau Lima. Devant la catastrophe imminente, le Congrès péruvien accorde alors, le 10 février 1824, les pleins pouvoirs militaires et politiques à Bolívar, avant de s'auto-dissoudre.

Bolívar, désormais officiellement dictateur du Pérou, réorganise avec Sucre l'armée locale, et le 6 août 1824, ils remportent ensemble, à Junín, la victoire sur les troupes espagnoles. Quelques mois plus tard, le 9 décembre 1824, Sucre mettait définitivement fin à la domination espagnole au Pérou en remportant la victoire décisive d'Ayacucho.

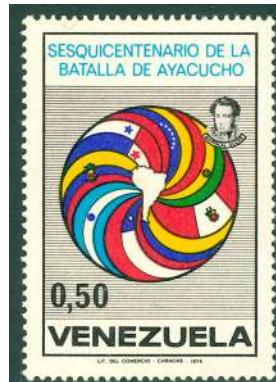


1924, n° 154



1974, n° 931

100^e & 150^e anniversaire de la bataille de Junín, le 6 août 1824. Bolívar et Sucre



1974, n° 936/937

150^e anniversaire de la bataille d'Ayacucho, le 9 décembre 1824.



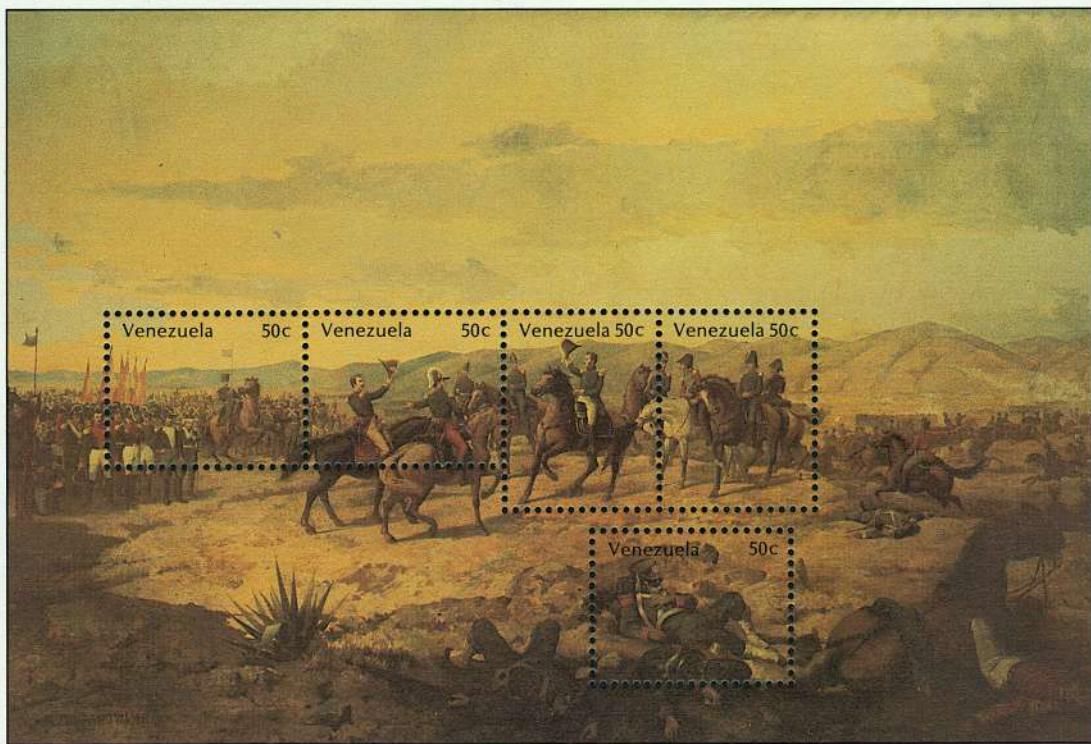
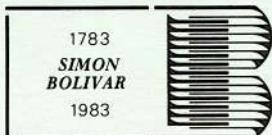
1983, n° 1128/1129

La bataille d'Ayacucho, le 9 décembre 1824

Le général Antonio José de Sucre



Épée présentée à Bolívar

AYACUCHO - Tovar y Tovar -
Capitolio Nacional. CaracasBicentenario del nacimiento
del Libertador Simón Bolívar

1783 - 1983

1983, bloc 26

La bataille d'Ayacucho. Œuvre de Martín Tovar y Tovar

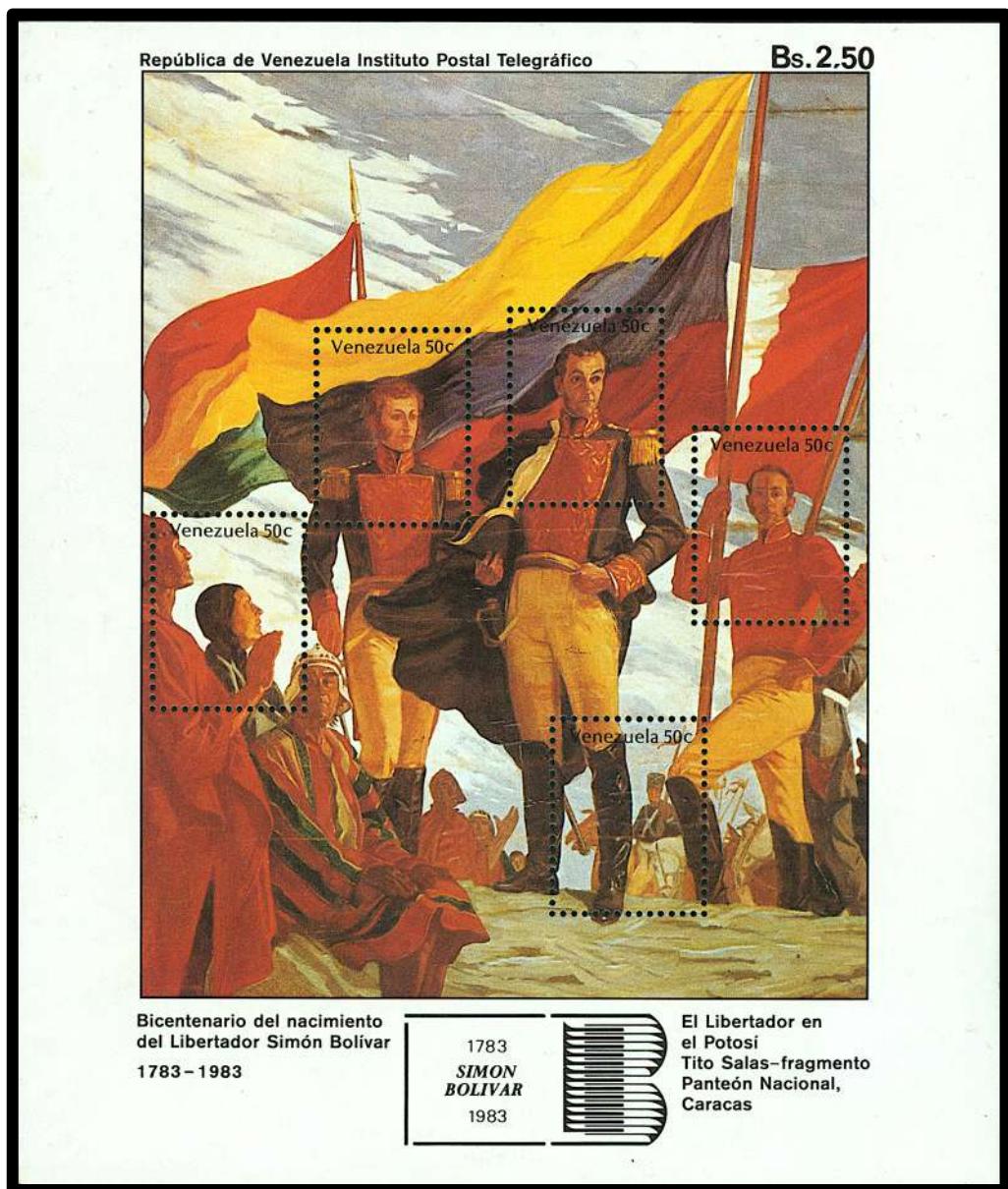
Après avoir installé un embryon d'organisation administrative et judiciaire au Pérou, Bolívar quitte Lima début avril 1825, pour rejoindre Sucre qui se trouvait dans ce qui s'appelait le Haut-Pérou. Sucre y avait occupé quatre provinces qui n'appartenaient autrefois pas à la vice-royauté du Pérou, mais à celle de La Plata, et faisaient donc, de ce fait, officiellement partie de l'Argentine. Il s'agit des provinces de La Paz, Potosí, Cochabamba et Chuquisaca, toutes situées à l'est du lac Titicaca. Ces quatre provinces voulant se séparer de l'Argentine et former un État, l'indépendance y est proclamée le 6 août 1825 sous le nom de République Bolívar, qui deviendra la Bolivie.

1975, n° 962
150^e anniversaire de l'indépendance de la Bolivie

La présidence en est offerte à Bolívar, qui refuse, étant déjà officiellement président-dictateur du Pérou et président de la Grande Colombie, où le vice-président Santander gouverne en l'absence du Libertador. Bolívar offre la présidence du nouvel état à Sucre.

Le 26 octobre 1825, Bolívar connaît le plus grand triomphe de sa carrière : dans le Potosí, au sommet du Cerro Rico, il plante les drapeaux des nations qu'il avait libérées : c'est une véritable apothéose.

Il quitte la Bolivie le 1^{er} janvier 1826, après en avoir rédigé lui-même la constitution.



1983, bloc 27

Simón Bolívar à son apogée en 1825 à Potosí (Bolivie). Oeuvre de Tito Salas

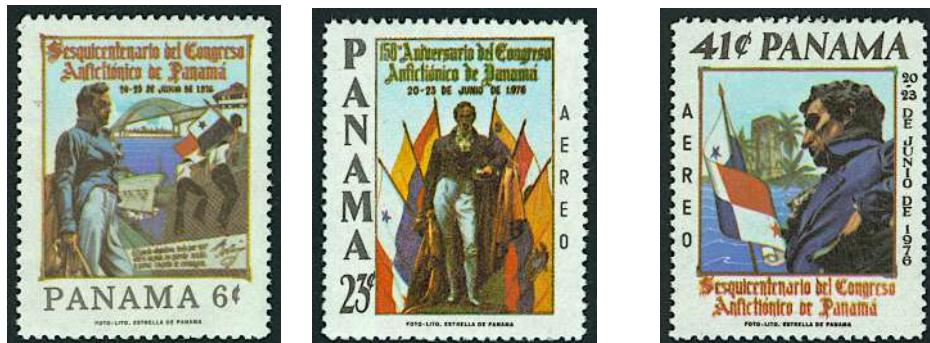


1983, n°s 1131/1132
Drapeaux des pays d'Amérique du Sud libérés



Statue équestre de Simón Bolívar

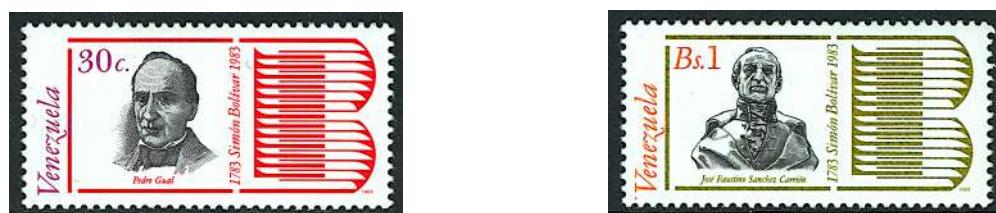
À l'apogée de sa carrière, Bolívar convoque pour l'été de 1826 un grand congrès à Panamá, en vue de former une confédération des pays d'Amérique latine autrefois espagnols. Mais c'est l'échec : le Brésil, l'Argentine et le Chili déclinent l'invitation, et le congrès de Panamá se termine par quelques belles paroles, mais sans résultats tangibles.



Panamá, 1976, n° 598 & P.A. n° 516/518
150^e anniversaire du congrès de Panamá



1976, n°s 990/992
150^e anniversaire du congrès de Panamá

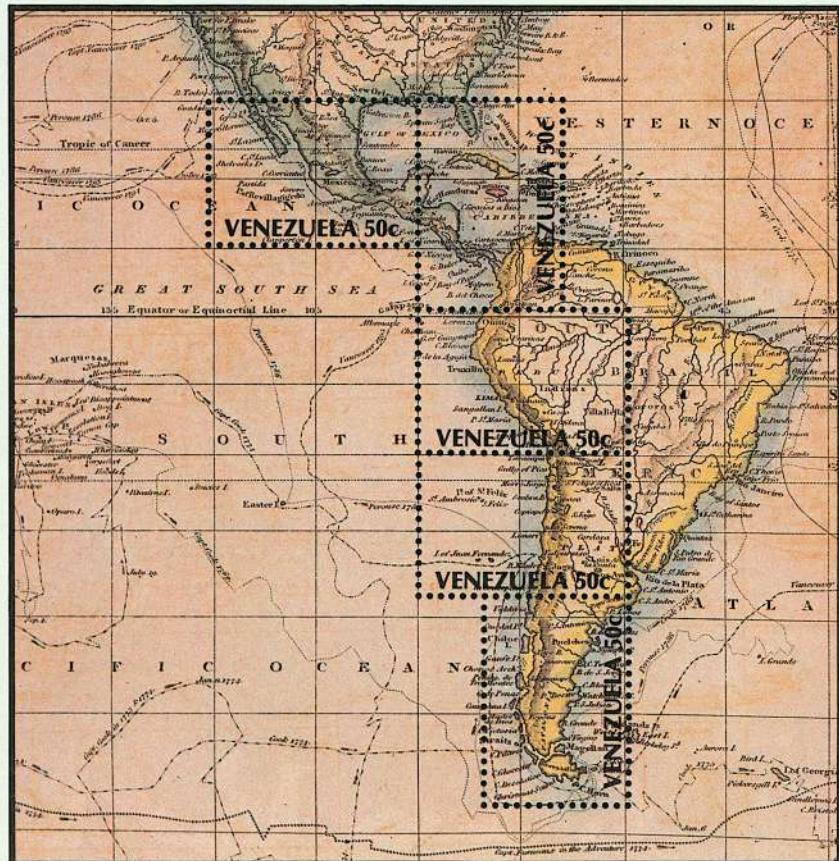


1984, n°s 1154/1155
Convocation du congrès de Panamá, en 1826
Pedro José Gual, politicien et diplomate José Faustino Sánchez Carrión, journaliste péruvien
Deux diplomates qui soutinrent activement Bolívar dans les relations internationales

República de Venezuela
Instituto
Postal Telegráfico



Bicentenario del Nacimiento
del Libertador "Simón Bolívar"
1783 - 1983



CONGRESO ANFICIONICO DE PANAMA (MAPA DE LA EPOCA 1829)

Bs. 2,50

1984, bloc 30

Le congrès de Panamá. Carte de 1829 de l'Amérique du Sud

Le mandat de Bolívar en tant que président-dictateur du Pérou prenant fin en 1827, il s'attaque alors à l'amélioration de l'administration, de la justice et de l'instruction en Grande Colombie. Il s'occupe surtout à rehausser le niveau de l'université de Caracas.



1984, n°s 1152/1153

Le nouveau statut pour l'université de Caracas

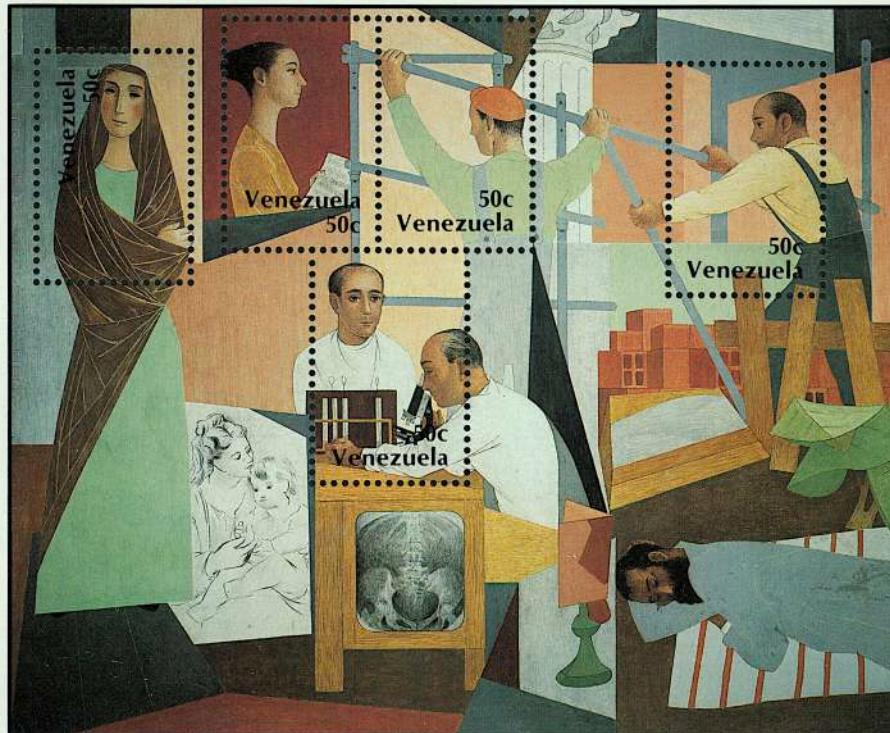
*Le livre "Opere" de Raimondo Montecuccoli,
don de Bolívar à l'université*

José María Vargas, recteur

República de Venezuela
Instituto
Postal Telegráfico



Bicentenario del Nacimiento
del Libertador "Simón Bolívar"
1783 - 1983



Bs. 2,50

PINTURA AL FRESCO DE HECTOR POLEO EN EL RECTORADO DE LA U.C.V.

1984, bloc 29

"L'art, la science et l'éducation", fresque à l'université de Caracas. Œuvre de Héctor Poleo

Mais sur le plan politique, l'existence de la Grande Colombie est de plus en plus menacée, suite au mécontentement croissant du Venezuela et de l'Équateur. Ces deux territoires s'estiment insuffisamment représentés à Bogotá, et manifestent de plus en plus leur volonté de sécession.



1969, n° 796
La Grande Colombie

Voulant à tout prix éviter que la Grande Colombie se désagrège, Bolívar convoque en avril 1828 une convention, dans l'espoir de faire triompher son point de vue, qu'un pouvoir fort et centralisé est la seule réponse pour éviter les sécessions. Il se heurte à Santander, qui défend une conception fédéraliste.

Sentant le danger, Bolívar essaie de reprendre les choses en main. En juin 1828, il dissout la convention, et le 17 août 1828, il s'arroge tous les pouvoirs et se proclame dictateur de Colombie. Dans la nuit du 25 septembre 1828, il échappe de justesse à un attentat, où il voit plusieurs de ses anciens compagnons se retourner contre lui.

La répression du Libertador ne se fait pas attendre :

- José Maria Córdova entre en rébellion armée et meurt au combat contre Bolívar le 17 octobre 1829.
- L'amiral Padilla, le vainqueur du lac Maracaibo, est exécuté.
- Francisco de Paula Santander est condamné à l'exil en 1828. Il ne reviendra au pays qu'après la mort de Bolívar.
- José Antonio Páez manifeste son désir de faire du Venezuela un État indépendant.
- Antonio José de Sucre reste fidèle à Bolívar. Il doit combattre le Pérou, qui essaie d'annexer la Bolivie et l'Équateur. Il est assassiné le 4 juin 1830.



150^e anniversaire de la mort d'Antonio José de Sucre



Antonio José de Sucre

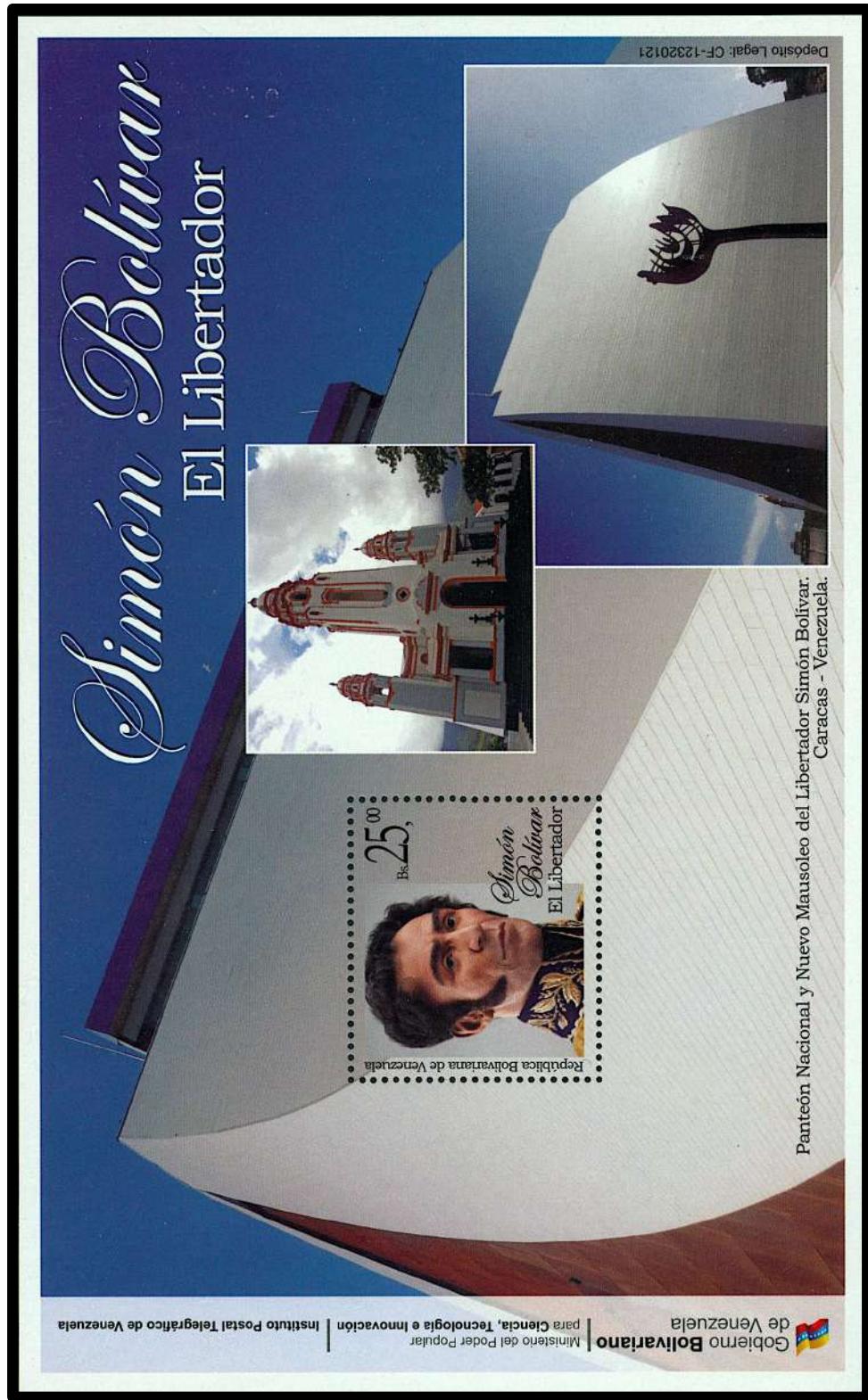
Mais Bolívar, malgré tout son prestige, a perdu sa popularité, et il est de plus en plus miné par la tuberculose. Le 20 janvier 1830, Bolívar offre sa démission. Malade, déçu et déprimé, il quitte la présidence le 4 mai 1830, et il meurt le 17 décembre 1830 à Santa Marta.

Il a vu dans ses derniers mois s'écrouler son rêve des "États-Unis d'Amérique latine" : le 13 janvier 1830, le Venezuela proclame son indépendance et José Antonio Páez en devient le premier président. Le 13 mai 1830, c'est au tour de l'Équateur de quitter la Grande Colombie. Et le 4 juin 1830, Sucre, un de rares à lui être resté fidèle, est assassiné.

Bolívar est mort déçu et désillusionné, mais il est entré dans l'histoire comme un des plus grands hommes que l'Amérique ait connu.



1930, n°s 158/160
100^e anniversaire de la mort de Bolívar



2012, bloc 76
Le mausolée de Simón Bolívar, à Caracas



1940, n° 229



1947, n° 263



1948, n° 264

Urne cinéraire et monument de Bolívar au Panthéon



1980, n° 1085
150^e anniversaire de la mort de Bolívar



1940, n° 233
Portrait équestre de Bolívar

Bolívar est actuellement considéré comme un demi-dieu au Venezuela. Pratiquement tous les timbres-poste d'usage courant et tous les timbres fiscaux-postaux, depuis 1880, sont à son effigie. Seul un petit échantillon de cet immense ensemble est représenté ici.



1911, n°s 129/130

1914, n°s 131/133



1924-1928, n°s 144/153



1938, n°s 191, 193, 194, 197, 201, 103, 204 & 207



1976, n°s 968/984



1976, n°s 968A/977A



1983, n°s 1139/1141



1986, n°s 1248/1252



1987, n°s 1373A/1373J



1991, n°s 1552/1563



1966, P.A. n°s 895/906



1997, n°s 1888/1902



1970, P.A. n°s 980/991



1993, n°s 1615, 1616, 1621 & 1994, n° 1697



1937, n° 185



1911, F.P. n° 116



1899, Rec. n° 1

Tout au long de sa carrière militaire et politique, Bolívar a été très souvent mal secondé et contrecarré par ses lieutenants, et quelquefois même carrément trahi (Mariño, Páez, Piar, Santander, etc.). Il a cependant également pu compter sur le dévouement et la compétence de quelques grands administrateurs et diplomates, comme Urbaneja, Gual et Codazzi.

Diego Bautista Urbaneja (1782-1856) a occupé plusieurs postes ministériels dans la Grande Colombie (intérieur, justice, guerre, marine, finances, affaires étrangères). Il a été le vice-président du Congrès. Après la sécession du Venezuela, il s'y occupa surtout de l'organisation de la justice et fut plusieurs fois vice-président du pays.



1940-1949, n°s 222/226A, 270/271 & 273/274
Diego Bautista Urbaneja

Pedro Gual (1783-1862) a été le grand diplomate de la Grande Colombie, signant en 1824 un traité avantageux avec les États-Unis d'Amérique. Plus tard, il a exercé pendant trois très courtes périodes les fonctions de président du Venezuela (1858, 1859 et 1861).



1964, n°s 694/695 & P.A.n°s 805/806
Pedro Gual

Agustín Codazzi (1793-1859) est un géographe et cartographe qui a rendu de grands services à Bolívar en tant que cartographe militaire et maître tacticien.



1960, n°s 615/618 & P.A. n°s 707/712
Agustín Codazzi

Histoire et Philatésie

Deuxième partie :

Le Venezuela



I. de 1498 à 1810 : la domination espagnole

C'est Christophe Colomb qui voit pour la première fois le littoral de ce qui est actuellement le Venezuela, en 1498, lors de son troisième voyage. Il découvre l'île Margarita, qu'il nomme ainsi en l'honneur de l'infante Marguerite d'Autriche, la fille de la reine Isabelle la Catholique. Cette île jouera un rôle important dans l'histoire du pays, d'abord à cause de son incroyable richesse en huîtres perlières, excitant toutes les convoitises, ensuite à cause de son importance stratégique dans les guerres d'indépendance.



1893, n° 48

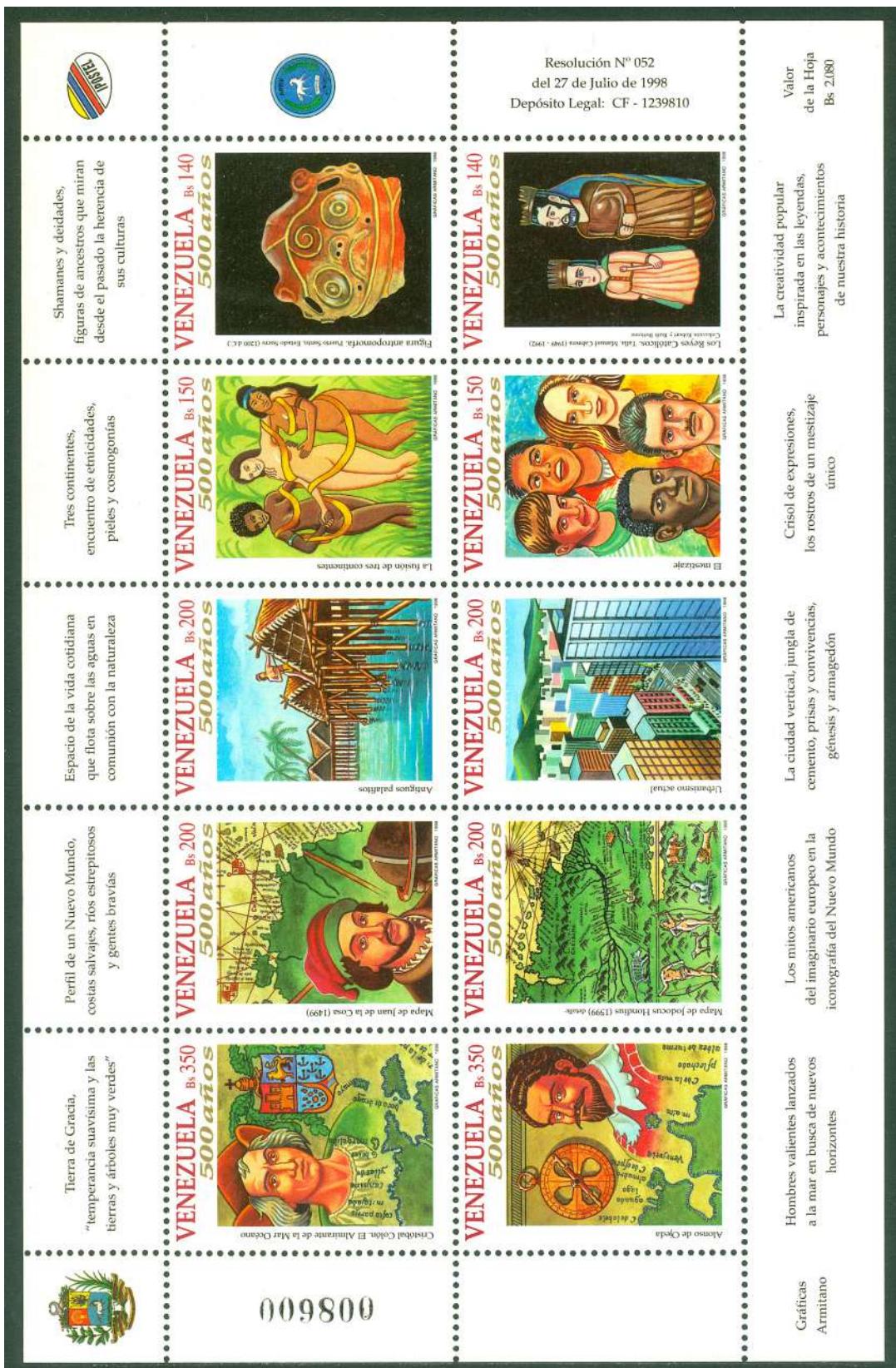
Découverte du Venezuela par Colomb

Il est cependant fort douteux que Colomb ait lui-même mis pied à terre !

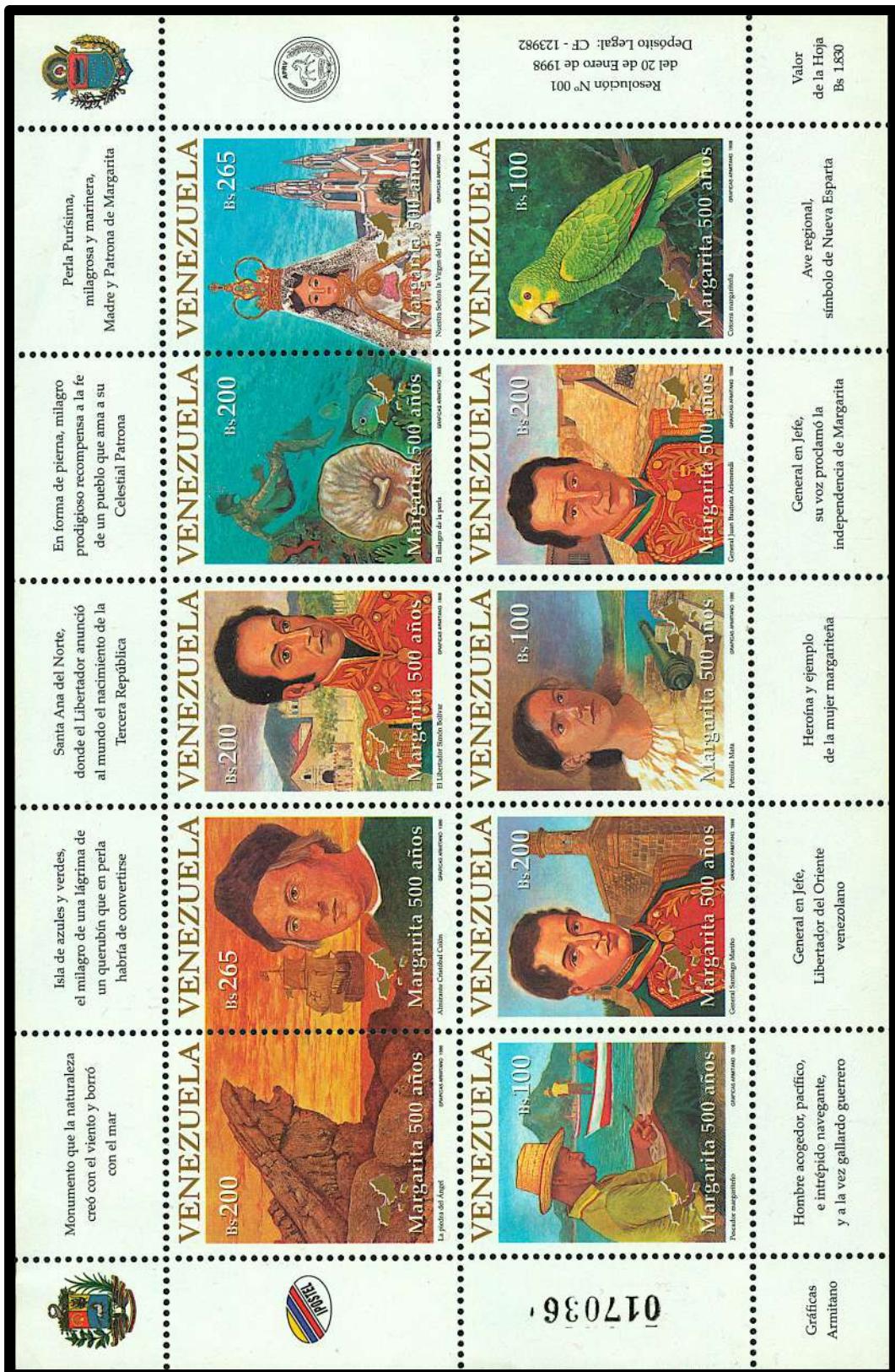


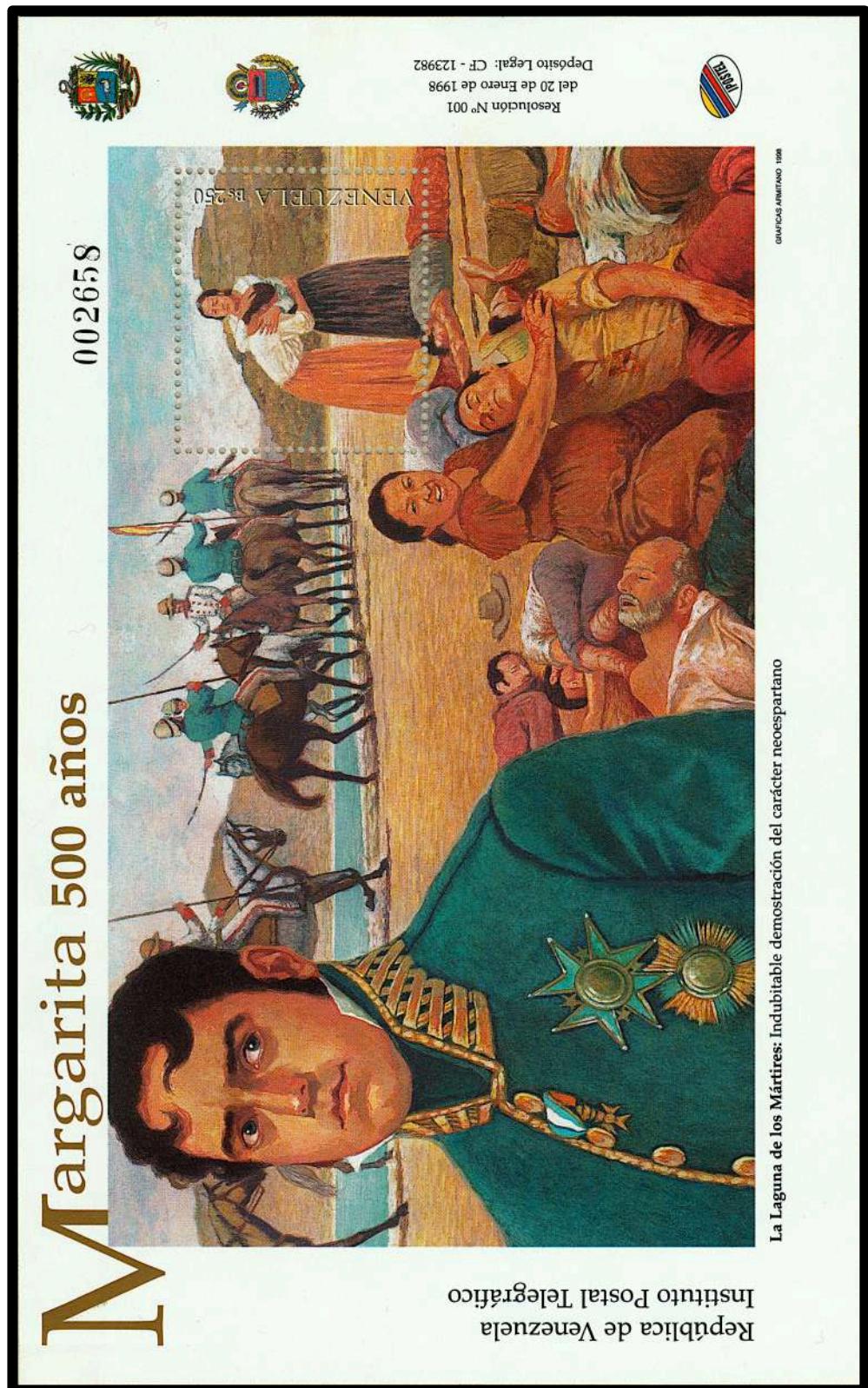
1949, n°s 295A/298 & P.A. n°s 272/277

450^e anniversaire de la découverte par Colomb de la côte vénézuélienne



1998, n°s 2062/2071
500^e anniversaire de la découverte du Venezuela
Premier timbre : Christophe Colomb
Deuxième timbre : Juan de la Cosa
Sixième timbre : Alonso de Ojeda





1998, bloc 51

500^e anniversaire de la découverte de l'île Margarita
Évocation du massacre des défenseurs locaux par les troupes espagnoles de Pablo Morillo en 1817

Colomb, ayant constaté que les eaux aux alentours de l'embouchure de l'Orénoque étaient plutôt douces, en conclut à juste titre qu'il s'agissait d'une terre ferme, qu'il croyait être une avancée des Indes. Le nom de "Tierra firme" a été longtemps employé pour englober tous les territoires des côtes septentrionales de l'Amérique.

Une exploration plus approfondie de cette “*Tierra firme*” est alors effectuée la même année par Alonso de Ojeda en 1499. Il a à son bord Juan de la Cosa, qui dessina la première carte du Nouveau Monde en 1500, ainsi que l’Italien Amerigo Vespucci. Celui-ci, contrairement à Colomb, est persuadé qu’il s’agit d’un nouveau continent, qu’il baptise d’après son propre prénom.



1998, n° 2072
Christophe Colomb et Amerigo Vespucci



1950, n°s 310/314 & P.A. n°s 310/315
450^e anniversaire de la découverte du lac Maracaibo
Alonso de Ojeda

En voyant les huttes des indigènes bâties sur pilotis le long du littoral, Vespucci pensa aux habitations de Venise, et parla de “*Venezziola*”, la petite Venise. Celle devint plus tard... Venezuela.

Une exploration plus détaillée des côtes a lieu deux ans plus tard, en 1501, par Rodrigo de Bastidas, toujours accompagné de Juan de la Cosa, mais aussi de Vasco Núñez de Balboa, le futur découvreur du Pacifique.

La conquête de l'intérieur est loin d'être facile : ces territoires n'ont jamais été le siège d'un grand empire structuré, comme celui des Aztèques au Mexique ou celui des Incas au Pérou. La région est nettement moins attrayante pour les *conquistadores* espagnols, car on y trouve beaucoup moins d'or, le climat y est malsain et l'accès en est difficile. Les indigènes, vivant en petites communautés gouvernées par un cacique, sont des maîtres de la tactique de la guérilla. Il y a quelque temps l'utopie de l'Eldorado, qui motive les *conquistadores*, mais ils doivent rapidement déchanter. Les seules véritables richesses sont les perles de l'île Margarita.

Il y a plusieurs tentatives de colonisation, de la part des Allemands - la famille allemande Welser avait reçu de Charles Quint le droit de coloniser le Venezuela - et des Espagnols. Dans leur avidité, souvent ils se combattent et s'entre-déchirent. Ce manque de collaboration favorise la résistance des indigènes, qui détruisent systématiquement les établissements de ces nouveaux venus.

Le plus bel exemple de cette évolution est la ville de Maracaibo, établie à l'entrée du lac du même nom. Cette ville a connu trois "fondations" !



1969, P.A. n°s 971/976

400^e anniversaire de la fondation de Maracaibo

Le premier timbre représente les trois fondateurs successifs :

Ambrosius Ehinger (1529), Alonso Pacheco (1569) et Pedro Maldonado (1574)

Le premier établissement y date de 1529. C'est l'œuvre de l'Allemand Ambrosius Ehinger (également nommé Alfinger). Devant la menace des indigènes, la cité est déjà abandonnée en 1535. Il faut attendre 1569 pour voir la deuxième fondation, par l'Espagnol Alonso Pacheco. Le nouvel établissement doit cependant être à nouveau rapidement évacué, et la fondation définitive n'a lieu qu'en 1574, par Pedro Maldonado.

La fondation de Caracas est également très tardive : il faut attendre 1555 avant de voir Francisco Fajardo, un métis originaire de l'île Margarita, essayer d'y prendre pied. Mais toutes ses tentatives de s'y installer échouent, et il doit retourner dans son île en 1558. Et ce n'est finalement qu'en 1567 que Diego de Losada parvient à créer un établissement qu'il appelle *Santiago de León de Caracas*, la future ville de Caracas.



Le palais des Académies



Le cacique Guaicaipuro



Le ciel de Caracas



Francisco Fajardo



Le temple de S. Teresa



Diego de Losada



Armes de Caracas



Le palais législatif fédéral



La cité universitaire



Le nœud routier "El Pulpo"



Plan de 1578



La Plaza Mayor
1967, P.A. n°s 910/922
400^e anniversaire de la ville de Caracas

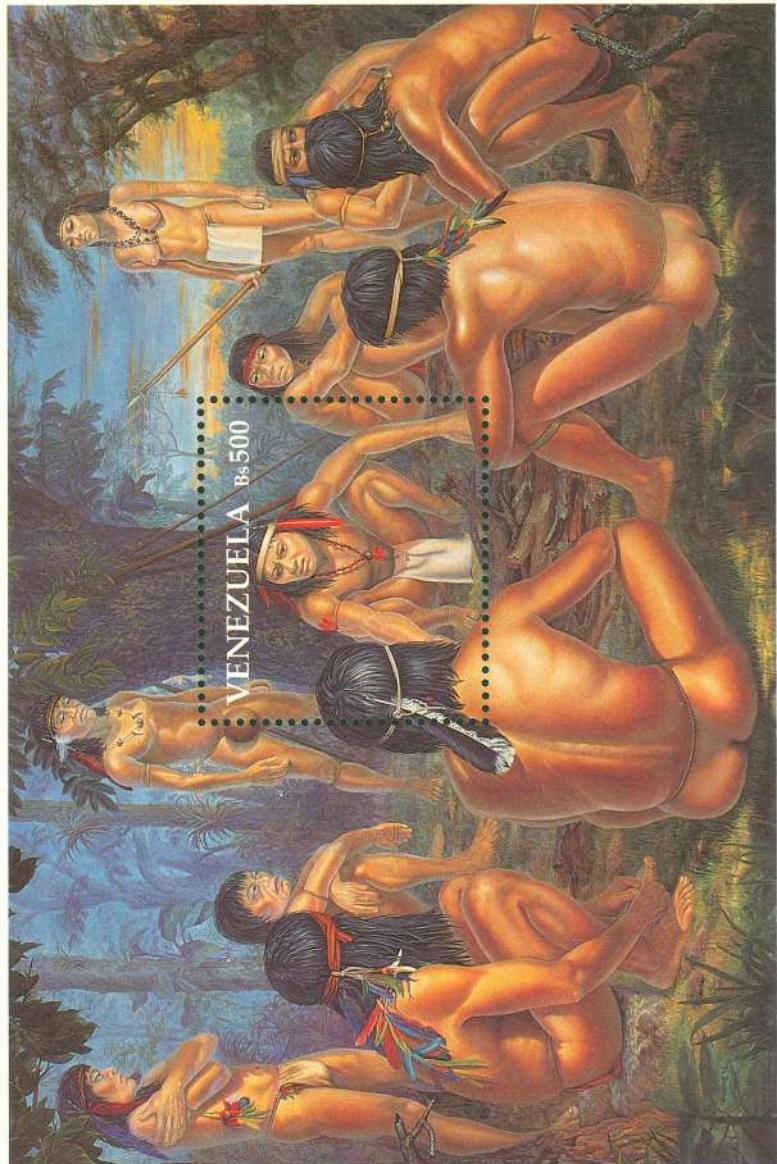


L'avenue du Libertador

Le cacique qui donne le plus de fil à retordre aux colonisateurs espagnols est Guaicaipuro. Cacique des Indiens Teques, il parvient à former une coalition avec de nombreux autres caciques dans la région de Caracas.

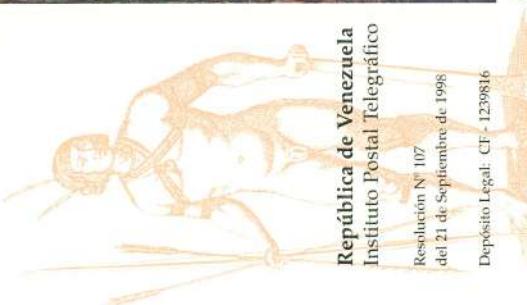
À partir de 1561, il combat avec succès les Espagnols pendant plusieurs années, et ce n'est qu'en 1568, après la fondation de Caracas, que l'on parvient à le capturer et à le tuer.

004257



Caciques legendarios

Nuestros aborigenes (V)



República de Venezuela
Instituto Postal Telegráfico

Resolución N° 107
del 21 de Septiembre de 1998

Depósito Legal: CF - 1239816

Graficas Armitano 1998

CONSEJO DE CACIQUES CONVOCADOS POR GUAIACAIPURO - Primi Manteiga

1998, bloc 56
Conseil des caciques convoqués par Guaicaipuro



1987, n° 1348
La mort de Guaicaipuro



1967, blocs 12 & 13

Le cacique Guaicaipuro
400^e anniversaire de la ville de Caracas

Francisco Fajardo

La majeure partie de tous ces nouveaux territoires du Venezuela dépendent de l'Audience de Santo Domingo. En 1550 est installée une nouvelle Audience à Santa Fé de Bogotá, qui prend le nom de Nouvelle-Grenade, et qui, après la guerre d'indépendance, formera la base de la Colombie et de l'Équateur.

Mais la métropole espagnole ne manifeste qu'un intérêt fort mitigé pour le Venezuela, singulièrement dépourvu de métaux précieux. En plus, les côtes et les îles sont régulièrement attaquées et dévastées par les Hollandais et les Anglais, ainsi que par les pirates, attirés par les richesses perlières, qui finissent cependant rapidement par s'épuiser.

Ce n'est qu'en 1567 que le gouverneur Juan de Pimentel établit sa résidence à Caracas, conférant ainsi à la ville le statut de capitale du Venezuela, et en 1637, Caracas devient le siège du diocèse.

À partir de 1620, un produit dont la métropole raffole va transformer pendant près de deux siècles les structures économiques et sociales du pays : le cacao. Les fèves de cacao sont initialement utilisées par les indigènes dans le commerce de troc, mais la demande de plus en plus forte conduit rapidement à des situations de travaux forcés.



1987, n° 1347
Le commerce avec les Indiens

Les colons espagnols comprennent rapidement que la richesse est possible grâce à la culture du cacao. Le système de l'*encomienda* y est créé, comme il était d'ailleurs déjà appliqué dans tout l'empire colonial espagnol. Il s'agit de regrouper les indigènes sous l'autorité des colons, qui ont mission de leur apporter "les bienfaits de la civilisation et de la religion". En contrepartie de ces "bienfaits", on demande aux indigènes de travailler sans rétribution dans les champs. Inutile de dire que ce système ouvre la porte à tous les excès, suite à la cruauté et l'avidité des colons, et il est normal que la population indigène disparaît presque entièrement en quelques décennies.

Les causes de cette disparition rapide et presque totale des premiers habitants sont multiples : outre les mauvais traitements et la surcharge de travail forcé déjà cités, il y a les maladies importées d'Europe, mais aussi un important métissage : les Indiennes employées au service des Espagnols suppléent au manque de femmes parmi les colons.

Une autre conséquence de ce dépeuplement est un rapide manque de main-d'œuvre, qu'il faut, dès la fin du XVI siècle, compenser par l'arrivée d'esclaves africains. Paradoxalement, les esclaves noirs sont nettement mieux traités que les indigènes, parce qu'ils coûtent plus cher !

L'Église officielle choisit le camp des "Espagnols chrétiens, venant évangéliser les indigènes", mais quelques missionnaires, d'abord des franciscains et des dominicains, ensuite des jésuites, s'insurgent contre les abus. Le plus célèbre au Venezuela est le dominicain Bartolomé de las Casas, le grand défenseur et protecteur des Indiens locaux.

En 1728, le roi d'Espagne Philippe V crée la *Real Compañía Guipuzcoana*, à qui il donne le monopole des importations des matières premières du Venezuela. L'objectif est de mettre fin au trafic de cacao organisé par les marchands hollandais au départ de Curaçao. Cette compagnie rend l'économie locale florissante, surtout grâce aux travaux forcés des esclaves noirs. La couronne met fin à son existence en 1785.

Entretemps, la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade est créée en 1717, et rétablie en 1739 après une courte interruption. Cette vice-royauté englobait les États actuels de la Colombie, de l'Équateur et du Venezuela. Mais en 1777, à la demande des élites locales, le roi Charles III d'Espagne crée la *Capitainerie générale du Venezuela*. Bien que dépendant toujours de l'Audience de la Nouvelle-Grenade, cette nouvelle institution donne quand même une large autonomie au Venezuela.

Cette Capitainerie générale comprend les territoires actuels du Venezuela et de l'île Trinidad. Cette île est cependant conquise par les Anglais en 1797.



Vatican, 1992, n° 922
Bartolomé de las Casas



1978, n°s 1026/1027
200^e anniversaire de la Capitainerie générale du Venezuela.
Effigie du roi d'Espagne Charles III.

La fin du XVIII^e siècle voit les premières insurrections sérieuses se développer au Venezuela. La première, en 1795, est celle du métis José Leonardo Chirino. Inspiré par les révoltes des Noirs à Saint-Domingue et par les idées de la Révolution française, il mène une campagne contre les Blancs, prônant la création d'une république indépendante et l'abolition de l'esclavage. Il est exécuté en 1796.



1995, n°s 1766/1767
200^e anniversaire de l'insurrection de José Leonardo Chirino

La deuxième insurrection, en 1797, est l'œuvre de Blancs : le capitaine Manuel Gual et le juge José María España. En 1797, ils proclament un texte demandant l'émancipation de l'Espagne, l'institution d'un système républicain, l'abolition de l'esclavage et la liberté de commerce. Gual parvient à fuir et meurt en 1800, tandis qu'España est arrêté et exécuté en 1799.



Manuel Gual



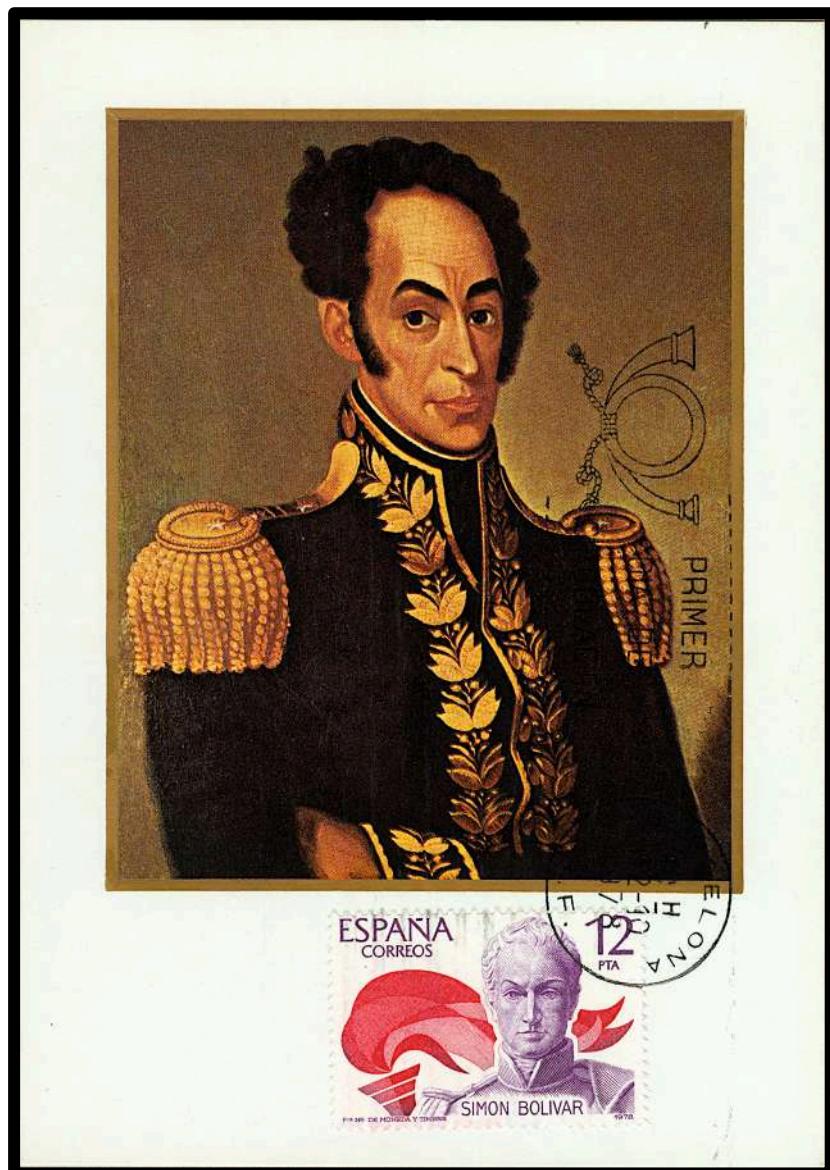
José María España



1997, n°s 1903/1907
200^e anniversaire de la conspiration de Manuel Gual et de José María España

II. La guerre d'indépendance (1810-1830)

Ces premières insurrections pour libérer le Venezuela de l'emprise espagnole sont un échec, de même que les premières tentatives de débarquement de Francisco de Miranda, qui essaie vainement pendant de longues années de trouver en Europe un soutien efficace en hommes, en argent et en armement. Mais le grand homme de la guerre d'indépendance sera Simón Bolívar. La guerre d'indépendance, de 1810 à 1830, est entièrement développée dans la première partie, consacrée à la biographie du *Libertador*.



III. Vers le Venezuela moderne (1830-...)

C'est à partir de 1826 que José Antonio Páez commence à manifester son désir de sécession de la Grande Colombie et sa volonté de faire du Venezuela un État indépendant. Dans une ultime tentative de sauver son projet d'une grande fédération des États de l'Amérique du Sud, Bolívar se rend une dernière fois au Venezuela. Se montrant plus que conciliant, il parvient à un accord avec Páez, mais cet accord est très mal perçu par Santander à Bogotá.

La suite a été racontée : miné par la tuberculose, Bolívar offre sa démission. Malade, déçu et déprimé, il quitte la présidence le 4 mai 1830, et il meurt le 17 décembre 1830 à Santa Marta.

Il a vu dans ses derniers mois s'écrouler son rêve des "États-Unis d'Amérique latine" : le 13 janvier 1830, le Venezuela proclame son indépendance et José Antonio Páez en devient le premier président, à titre provisoire.

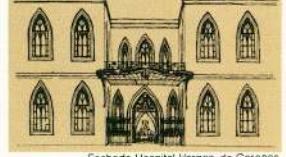
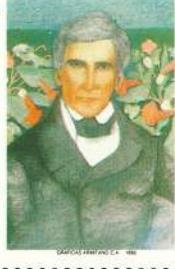


1973, n°s 877/880 & 894
100^e anniversaire de la mort de José Antonio Páez

Le congrès de la jeune république se réunit à Valencia, et promulgue une nouvelle constitution en septembre 1830. C'est une constitution qui place une grande partie du pouvoir exécutif entre les mains du président, qui ne peut cependant pas exercer deux mandats successifs.

Páez, officiellement élu en 1831, commence par mettre en place les structures gouvernementales. Il se base surtout sur les grands propriétaires et les officiers supérieurs de l'armée, qui forment la base du parti conservateur.

En 1835, en réaction contre la trop grande part prise par les chefs militaires dans le gouvernement du pays, c'est un civil qui est élu à la présidence : l'ancien recteur de l'université de Caracas, José María Vargas.

<p>Si en este país los funcionarios hubieran de afectarse con la delicadeza que el honor exige, por las injustas censuras y calumnias, la causa pública quedaría desierta.</p> <p>Dominado por el deber tremendo arrastré toda suerte de sacrificios.</p> <p><i>El mundo es del hombre que sabe.</i> José Vargas</p> <p>Frase y Firma Autógrafa</p> <p>VENEZUELA Bs. 3</p>	<p>Nº 55832</p> <p>Bicentenario del Nacimiento del Dr. José María Vargas</p> <p></p> <p>Martín Tovar y Tovar, 1874</p> <p>VENEZUELA Bs. 3</p>
<p>La Patria exige todo sacrificio y estoy dispuesto a tributarlo todo.</p> <p>Bicentenario del Nacimiento del Dr. José María Vargas</p> <p></p> <p>Palacio de las Academias</p> <p>VENEZUELA Bs. 3</p>	<p>Bicentenario del Nacimiento del Dr. José María Vargas</p> <p></p> <p>Resolución N° 983 del 24.09.85</p> <p>VENEZUELA Bs. 3</p>
<p>Jamás emplearemos el crimen contra el crimen.</p> <p>Bicentenario del Nacimiento del Dr. José María Vargas</p> <p></p> <p>Fachada Hospital Vargas de Caracas</p> <p>VENEZUELA Bs. 3</p>	<p>Bicentenario del Nacimiento del Dr. José María Vargas</p> <p></p> <p>Compendio de Cirugía, 1842</p> <p>VENEZUELA Bs. 3</p>
<p>Nos debemos a nuestra Patria y a sus leyes utiles.</p> <p>Bicentenario del Nacimiento del Dr. José María Vargas</p> <p></p> <p>Almo Palacio, 1886</p> <p>VENEZUELA Bs. 3</p>	<p>Bicentenario del Nacimiento del Dr. José María Vargas</p> <p></p> <p>Gesnera vargasii, D.C., calzoncito del diablo</p> <p>VENEZUELA Bs. 3</p>
<p>Venezuela quiere que cada uno cumpla su deber.</p> <p>Bicentenario del Nacimiento del Dr. José María Vargas</p> <p></p> <p>VI Congreso Venezolano de Ciencias Médicas, 1955</p> <p>VENEZUELA Bs. 3</p>	<p>Bicentenario del Nacimiento del Dr. José María Vargas</p> <p></p> <p>Ánimo</p> <p>VENEZUELA Bs. 3</p>
<p>Todo pueblo tiene el derecho de exigir de un gobierno libre: la propagación de la educación pública y una recta administración de justicia.</p> <p></p> <p>VENEZUELA Bs. 3</p>	<p>No es justo escatimar el dinero público para establecimientos de suyo premio interés general.</p> <p>Consideraré siempre la amistad como un verdadero halago, cuyo predio conozco y sabré estimar.</p> <p>Gráficas Armitano, C.A.</p> <p>VENEZUELA Bs. 3</p>



1911, F.P. n° 108
José María Vargas

1986, n°s 1204/1203
200^e anniversaire de la naissance de
José María Vargas

Vargas doit lutter contre les militaires, menés par Pedro Carujo et l'incorrigible conspirateur Santiago Mariño. Dégouté, il cède en 1836 la présidence au général Carlos Soublette. De 1839 à 1843, Páez remplit son deuxième mandat de président, et de 1843 à 1847, c'est de nouveau Soublette.

Páez et Soublette sont cependant confrontés à la crise économique, qui engendre la création en 1840 d'un nouveau parti politique : le parti libéral, qui s'oppose au parti conservateur. Le grand leader de ce parti libéral est Antonio Leocadio Guzmán.

En 1846 a lieu la rébellion du général Ezequiel Zamora, qui mène les paysans dans un soulèvement contre les "godos", c'est-à-dire les grands propriétaires terriens conservateurs. Battu, il est condamné à mort, mais sera gracié par une mesure présidentielle, et il jouera encore un grand rôle dans les années suivantes, à la tête de l'armée.



1994, n° 1693
Ezequiel Zamora



2017, n° 3121
Ezequiel Zamora

De 1847 à 1851, c'est de nouveau un militaire qui est élu à la présidence, sous l'étiquette libérale : José Tadeo Monagas. Bien qu'élu avec le soutien de Páez, il essaie en 1848 d'éliminer le congrès et de gouverner en véritable dictateur. Cela engendre une véritable guerre civile, menée par Páez, qui est battu et condamné à l'exil.

Dans cette guerre civile, Santos Michelena, qui avait été pendant les premières années de la république un excellent ministre des finances et des relations extérieures, trouve la mort.



1949, P.A. n°s 266/271
Santos Michelena, ministre des finances et des relations extérieures



1949, n°s 292/295
Santos Michelena, ministre des finances et des relations extérieures

José Tadeo Monagas parvient en 1851 à faire élire son frère José Gregorio Monagas, qui est président de 1851 à 1855, avant de reprendre lui-même la présidence en 1855.

José Gregorio Monagas est surtout célèbre pour avoir promulgué en 1854 l'abolition de l'esclavage.



1995, n°s 1764/1765
Abolition de l'esclavage en 1854 par José Gregorio Monagas

Le 15 mars 1858, le président José Tadeo Monagas est renversé par les conservateurs, et les leaders libéraux sont condamnés à l'exil. Le général Julián Castro est nommé à la présidence. C'est le début d'une guerre civile qui va durer cinq ans, connue sous le nom de "Guerre fédérale".

Cette guerre oppose les conservateurs (les grands propriétaires et les officiers supérieurs, qui sont au pouvoir et qui veulent garder leurs priviléges) aux fédéralistes, qui veulent instaurer un véritable gouvernement populaire. Elle commence en février 1859 et ne se termine qu'en 1863.

Le leader fédéraliste est le général Ezequiel Zamora - le rebelle de 1846 - qui est mortellement blessé en 1860 et remplacé par Juan Crisóstomo Falcón. Les conservateurs, désorientés, proclament la dictature civile et militaire du vieux José Antonio Páez, qui accède ainsi pour la troisième fois à la présidence, en pleine guerre civile. Finalement, la guerre prend fin avec la signature du traité de Coche, le 23 avril 1863 : c'est en pratique une victoire pour les fédéralistes, et Falcón est nommé à la présidence.

Plus militaire que politique, Falcón laisse le gouvernement aux mains de son ministre Antonio Guzmán Blanco, qui deviendra l'homme fort des deux décennies suivantes.

Mais Falcón et son successeur Bruzual sont en 1868 à leur tour victimes d'un coup d'État, organisé par le vieux José Tadeo Monagas, alors âgé de 83 ans. Il n'est plus question de partis politiques, car des deux côtés se retrouvent des conservateurs et des libéraux, des généraux mécontents, des opportunistes et des profiteurs.

Finalement, c'est Antonio Guzmán Blanco qui revient de l'étranger et occupe Caracas en avril 1870. Il occupera la présidence à trois reprises, de 1870 à 1877, de 1879 à 1884 et de 1886 à 1887. Il parvient à rétablir l'ordre et il entreprend la lourde tâche de moderniser le pays.



1911, F.P. n° 111
Antonio Guzmán Blanco



1970, P.A. n° 992
Antonio Guzmán Blanco (à gauche)

Guzmán Blanco avait fait élire son dauphin Francisco Linares Alcántara en 1877, mais celui-ci meurt fin 1878, et Guzmán Blanco reprend la présidence. Après ce deuxième mandat, il cède la présidence à Joaquín Crespo en 1884, mais dès 1886, Guzmán Blanco écarte celui-ci et se fait réélire pour un troisième mandat. Il se croit indispensable et tout permis, organisant une véritable glorification autour de sa personne. Il se retire finalement en 1887.

Guzmán Blanco choisit Juan Pablo Rojas Paúl comme son successeur en 1888. Celui-ci cherche sans succès à réconcilier les partisans de Guzmán Blanco et de Joaquín Crespo. Crespo est d'abord envoyé en exil, mais il parvient à revenir et à s'emparer de la présidence en 1892. Il occupe ce poste jusqu'en 1898, et trouve la mort dans les combats devenus classiques, qui accompagnent chaque passation de pouvoir.



1988, n° 1432

Juan Pablo Rojas Paúl, président de 1888 à 1892



1892, F.P. n° 48

Surcharge annonçant la reprise
du pouvoir par Crespo

Finalement, en 1899, Cipriano Castro prend le pouvoir après la "Révolution libérale restauratrice". Il parvient à mettre fin aux insurrections chroniques de caudillos locaux, renforce les pouvoirs de l'exécutif et accentue la centralisation institutionnelle. Il suit une ligne fortement anti-impérialiste contre les grandes puissances étrangères, en refusant de payer les énormes dettes que le pays a contractées dans le passé. Ce refus engendre un blocus naval de la part de ces puissances, qui est désastreux pour l'économie.



1905, n°s 117/119

Le président Cipriano Castro

Profitant d'un voyage de Castro en Europe à la fin de 1908, son vice-président Juan Vicente Gómez perpétre un coup d'État, et prend le pouvoir. Il occupera la présidence pratiquement sans interruption jusqu'en 1935. Les rares personnages qui s'intercalent ne sont que des marionnettes entre ses mains.

C'est la plus longue dictature de l'histoire vénézuélienne. La découverte en 1914 et l'exploitation d'importants gisements de pétrole dotent le Venezuela d'une source considérable de richesses, ce qui permet à l'État de rembourser la dette extérieure du pays et donne à Gómez la possibilité d'effectuer de grands travaux d'infrastructure.



1928, n° 157
"25 ans de paix". Effigie de Juan Vicente Gómez

Les deux successeurs de Gómez à la présidence, après la mort de celui-ci en 1935, sont Eleazar López Contreras (1935-1941) et Isaías Medina Angarita (1941-1945).

Tous deux s'efforcent de restaurer la démocratie au Venezuela, en libérant les prisonniers politiques et en rétablissant les garanties constitutionnelles. Pour Contreras, c'est plutôt ambigu, car il effectue en même temps une véritable purge dans l'administration, y évinçant systématiquement les fonctionnaires qui étaient favorables à l'ancien président Gómez et accentuant à la fin de son mandat sa politique répressive.

Par contre, Medina Angarita est un vrai démocrate, qui essaie d'introduire une véritable gestion démocratique au Venezuela, mais il se heurte à deux grands obstacles : la crise économique et la deuxième guerre mondiale. Il rend de grands services aux Alliés en leur garantissant un approvisionnement régulier en pétrole. Medina Angarita est secondé par un excellent ministre des relations extérieures, Caracciolo Parra Pérez.

Les élections pour la succession de Medina Angarita auraient dû se tenir en 1945, mais un coup d'État, perpétré le 18 octobre 1945 par une alliance entre les militaires et les membres du parti *Acción Democrática* met un terme prématuré à la présidence de Medina Angarita.



1946, n° 260



1946, P.A. n°s 214/217
Premier anniversaire de la révolution d'octobre 1945

Acción Democrática (AD) est un parti socialiste, soutenant le nationalisme, le progressisme et l'anti-impérialisme. Une junte de gouvernement (*Junta Revolucionaria de Gobierno*, ou J.R.G.) est provisoirement mise en place. L'homme fort est le président de l'AD, Rómulo Betancourt.



1946, n° 261 & P.A. n°s 218/222
Timbres surchargés "J.R.G." (Junta Revolucionaria de Gobierno)



1986, n°s 1230/1239
Le président Rómulo Betancourt

Betancourt accède à la présidence, et fait voter une nouvelle constitution en 1947, établissant le suffrage universel, garantissant les droits des citoyens et la libre expression des partis politiques. Il modernise le pays avec des lois du travail, des campagnes sanitaires et d'importantes réformes économiques.



1948, n°s 279/280
La constitution de 1947

Malheureusement, pour atteindre ces objectifs, l'AD exerce un véritable monopole sur les charges publiques et gouvernementales, créant une nouvelle opposition, soutenue par la presse et par l'Église. Lorsque les militaires se joignent aux mécontents, la situation devient intenable pour le successeur de Betancourt, l'écrivain Rómulo Gallegos, qui doit quitter la présidence fin 1948 et est expulsé du pays.



1964, n°s 699/701 & P.A. n°s 810/812
Rómulo Gallegos



1984, n° 1161 et 1985, n° 1163 & 1166/1167
Rómulo Gallegos

Le coup d'État du 18 octobre 1948 est l'œuvre de militaires, qui constituent une junte formée de Carlos Delgado Chalbaud, Marcos Pérez Jiménez et Luis Felipe Llovera Páez. Cette junte est relativement bien acceptée, car initialement, elle ne se montre pas trop répressive, malgré l'arrestation ou l'exil des principaux dirigeants de l'AD.

Mais Chalbaud, le chef de la junte, est assassiné le 13 novembre 1950. Bien que cela n'ait jamais été reconnu ni prouvé, l'on soupçonne le second, Marcos Pérez Jiménez, d'être l'instigateur de ce meurtre. Jiménez, devenu l'homme fort du régime, et sûr de sa victoire, organise des élections en 1952, qui donnent cependant la majorité à un nouveau parti, l'URD (*Unión Republicana Democrática*), un parti du centre qui regroupe tous les mécontents. Jiménez annule les élections et se proclame dictateur. Il garde le pouvoir jusqu'en 1958, gouvernant d'une main de fer.

Le 23 janvier 1958, il est renversé à son tour, la démocratie est restaurée, et les trois principaux partis politiques, l'URD, la COPEI et l'AD qui renaît de ses cendres, signent le 31 octobre 1958 le pacte de Punto Fijo, promettant de ne pas se combattre, d'inclure des membres des autres partis signataires dans le gouvernement et l'administration, et de soigner pour une alternance du pouvoir entre ces partis.



1983, n° 1122
25^e anniversaire du 23 janvier 1958, fin de la dictature au Venezuela

Cette alternance a bien fonctionné de 1958 à 1988, avec comme présidents successifs Rómulo Betancourt revenu d'exil (AD, 1959-1964), Raúl Leoni (AD, 1964-1969), Rafael Caldera (COPEI, 1969-1974), Carlos Andrés Pérez (AD, 1974-1979), Luís Herrera Campíns (COPEI, 1979-1984) et Jaime Lusinchi (AD, 1984-1989). Le développement se construit autour des bénéfices de l'exploitation du pétrole vénézuélien, aidant à l'industrialisation du pays.



1989, n° 1444
Le président Raúl Leoni

Betancourt fait voter une nouvelle constitution en 1961 et organise une grande réforme agraire qui donne à 200 000 familles des terres provenant de l'expropriation des grands propriétaires terriens.



1971, P.A. n° 1021
10^e et 20^e anniversaire de la promulgation de la nouvelle constitution en 1961



1982, n° 1102



1982, n° 1103
20^e anniversaire de la réforme agraire

À la fin des années 1980, la situation économique se dégrade (inflation, envol des importations, endettement, la manne pétrolière étant absorbée en grande partie par la machine bureaucratique de l'État). Cette crise économique s'accompagne d'une crise financière et sociale, avec la hausse des prix et une dévaluation de fait.

Carlos Andrés Pérez, dont le deuxième mandat présidentiel commence en 1989, doit faire face à de véritables émeutes populaires, brutalement réprimées. Il est mis à l'écart en 1993, et après quelques personnages intérimaires, Rafael Caldera exerce son deuxième mandat de 1994 à 1999, à la tête d'un gouvernement "d'union sacrée" qui a pour mission de résoudre la crise économique, financière et sociale.

Malgré tous ses efforts, le vieux Caldera - il a plus de 80 ans - ne parvient pas à résoudre la crise, et c'est ainsi que Hugo Chávez est élu à la présidence fin 1998.

Changeant radicalement la politique du pays, Chávez, homme de gauche par excellence, défend une politique nationaliste, anti-capitaliste et anti-impérialiste, se basant sur de larges couches de la population pauvre du pays. Il nomme son action la "Révolution bolivarienne", change le nom du pays qui devient la "République bolivarienne du Venezuela", et fait approuver une nouvelle constitution en 1999.

Régulièrement réélu et approuvé par référendum, il meurt le 5 mars 2013.



2014, n°s 1064/3055

Hugo Chávez



2013, n°s 3044/3053

Décès de Hugo Chávez, président du Venezuela de 1999 à 2013



2013, bloc 77
Décès de Hugo Chávez, président du Venezuela de 1999 à 2013

Le successeur de Chávez, Nicolás Maduro, se trouve de plus en plus confronté aux séquelles de la politique de son prédécesseur, et le Venezuela s'enfonce à nouveau dans la crise économique, financière et sociale.

Se maintenant à la présidence grâce à une fraude électorale généralisée, il est en 2025 confronté aux États-Unis de Donald Trump, qui considère Maduro comme le chef d'une bande de trafiquants de drogue.

Bibliographie

- Frédérique Langue, *Histoire du Venezuela de la conquête à nos jours*, éd. L'Harmattan, Paris, 1999.
- Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours*, éd. L'Harmattan, Paris, 1992.
- Gilette Saurat, *Bolívar le Libertador*, éd. Jean-Claude Lattès, Paris, 1979.
- Guy Coutant, *Les cartes géographiques sur timbres comme moyens de propagande*.
- Guy Coutant, dans la série *Histoire et Philatélie : La Colombie*
- Et bien sûr les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*.



1963, n° 678 & P.A. n° 789
Drapeau et armes du Venezuela

Annexe : le conflit entre le Venezuela et la Guyane pour la région de l'Essequibo

La région de l'Essequibo est un territoire qui fait actuellement officiellement partie de la Guyane, mais qui est revendiqué par le Venezuela.

Cette région, d'une superficie de 159 500 km², est délimitée grossièrement par la rivière Cuyuni à l'ouest et la rivière Essequibo à l'est.

La Guyane, qui ne doute pas un instant que cette région fait partie de son territoire, a subdivisé la région en six provinces. Mais au Venezuela, le doute n'est également pas permis : il s'agit simplement de la province vénézuélienne *Guayana Esequiba*. Cependant, pour ne pas heurter l'opinion internationale, les documents officiels vénézuéliens mentionnent “*Zona en Reclamación*”.



Carte géographique du Venezuela avec la région contestée en rose

La Guyane a été découverte en 1498, mais les premiers établissements européens furent l'œuvre de Hollandais, qui s'y installèrent à partir de 1616. La souveraineté hollandaise sur la région fut formellement reconnue en 1648, par le traité de Münster.

L'administration de la Guyane incomba à la “*Nederlandse West-Indische Compagnie*” (= Compagnie hollandaise des Indes occidentales), qui appela le territoire *Essequibo*, d'après le cours d'eau le plus important de la région. Deux nouvelles colonies voisines furent fondées plus tard : Berbice en 1627 et Demerara en 1741.

Les colons hollandais y développèrent d'importantes plantations, mais durent de plus en plus faire appel, pour leur main-d'œuvre, à des esclaves noirs importés d'Afrique.

A partir de 1746, les autorités hollandaises acceptèrent l'entrée de colons anglais, mais dès 1760, le nombre d'Anglais avait dépassé celui des Hollandais, et ces Anglais, bien qu'arrivés les derniers, cherchaient à imposer leur contrôle sur la région. Les Hollandais parvinrent encore à résister, avec l'aide de leurs alliés français, mais la Révolution française, suivie des guerres napoléoniennes, allait tout changer.

L'occupation des Pays-Bas par la France à partir de 1795 était pour les Britanniques le prétexte idéal pour occuper en 1796 les colonies hollandaises de la Guyane. Après un très bref retour des Hollandais en 1802, suite à une paix très éphémère entre la France et la Grande-Bretagne - un intermède de moins d'un an - les Anglais prirent définitivement le pouvoir en Guyane, et leur souveraineté sur la région fut confirmée en 1814 par la convention de Londres. Les trois colonies hollandaises Essequibo, Berbice et Demerara devinrent des colonies britanniques, qui furent réunies en 1831 sous le nom de Guyane britannique.



*Guyane britannique, 1931, n°s 137/141
100^e anniversaire de la fusion de Berbice, Essequibo et Demerara en Guyane britannique*

Mais les événements se succédaient chez les voisins : au début du XIX^e siècle, la rébellion avait éclaté au Venezuela, qui était une possession espagnole. Les meneurs de cette rébellion étaient d'abord Francisco de Miranda, plus tard Simón Bolívar. L'indépendance du Venezuela fut proclamée le 5 juillet 1811, mais il fallut attendre 1821 pour voir la défaite définitive des Espagnols, après la bataille décisive de Carabobo le 24 juin 1821.



Francisco de Miranda



1924, n° 144



1930, n° 159



1938, n° 191
Simón Bolívar



1979, n° 1052



1961, n°s 643/644

La bataille de Carabobo du 24 juin 1821



1821
1961



1971, n° 836

Le grand rêve de Simón Bolívar était de réunir les nations sudaméricaines dans une large fédération, avec les États-Unis d'Amérique comme exemple édifiant.

C'est avec cette ambition que fut d'abord créée la Grande-Colombie, une entité qui regroupait les territoires actuels de la Colombie, du Venezuela et de l'Équateur, mais cet ensemble instable se disloqua déjà en 1830, et le Venezuela redevint un pays indépendant à part entière.



1969, n° 796
Les États-Unis de la "Grande-Colombie"

Dès ce moment, les problèmes avec la Guyane britannique voisine allaient se succéder. De plus en plus de colons britanniques allèrent s'installer à l'ouest de la rivière Essequibo, au grand déplaisir des nouvelles autorités vénézuéliennes.

Au milieu du XIX^e siècle, la *British Royal Geographical Society* commanda une exploration détaillée de la région auprès de l'explorateur et naturaliste Robert Hermann Schomburgk. Cette exploration "neutre" avait également pour but de fixer définitivement les frontières entre le Venezuela et la Guyane britannique, et Schomburgk dessina ces frontières évidemment à l'avantage de la Grande-Bretagne : l'embouchure de l'Orénoque fut indiquée comme la frontière entre les deux pays, ce qui signifiait pour la Guyane britannique un énorme agrandissement de son territoire.

Mais le Venezuela continuait à considérer la rivière Essequibo comme sa frontière orientale, et cette divergence d'interprétation des frontières allait engendrer des conflits incessants entre les deux pays pendant tout le XIX^e siècle.

Le 4 juillet 1896, le Venezuela émit une série de cinq timbres, officiellement pour commémorer le 80^e anniversaire de la mort de Francisco de Miranda, mais en fait surtout pour bien montrer avec une carte géographique que la frontière orientale du pays était bien la rivière Essequibo. La région contestée est d'ailleurs indiquée sur cette carte comme "Guayana Venezolana". Ce n'est qu'après une forte pression internationale que ces timbres furent retirés après quatre mois.



1896, n°s 54/58
Carte avec la mention "Guayana Venezolana"

Le Venezuela demanda en 1895 l'arbitrage des États-Unis, en s'appuyant sur la vieille doctrine Monroe : "America for the Americans". Finalement, après d'infinies chamailleries diplomatiques, un tribunal international d'arbitrage proposa un compromis qui était nettement à l'avantage des Britanniques : si le Venezuela recevait bien l'embouchure de l'Orénoque et quelques petites portions du territoire, la majeure partie de la région contestée fut attribuée par ce tribunal à la Grande-Bretagne. C'était "par hasard" la portion où étaient situées les mines d'or...

Le Venezuela, pays pauvre et sans influence, ne faisait pas le poids face à la riche et puissante Grande-Bretagne, et ne disposait que de déclarations verbales et de notes diplomatiques ronflantes pour faire valoir ses droits.

Entre 1930 et 1937, le Venezuela émit des timbres de poste aérienne avec une carte pour le moins ambiguë : la Guyane entière y était représentée comme une province vénézuélienne, sous le nom espagnol de "Guayana", mais sans la mention "Venezolana"...





1930, P.A. n°s 1/16
L'entièvre "Guayana" présentée comme une province vénézuélienne

La Guyane avait de son côté, en tant que colonie britannique, aussi déjà émis des timbres représentant une carte du pays, dont toute la région de l'Essequibo faisait évidemment partie.



Mais des documents, découverts après la deuxième guerre mondiale, ont démontré sans le moindre doute que la décision du fameux tribunal international n'était rien d'autre qu'une énorme supercherie de la part des Anglais : des pots-de-vin très élevés avaient été versés aux membres de ce tribunal, pour les soudoyer et obtenir un vote favorable. Surtout les Russes s'étaient laissés corrompre. Ces révélations relancèrent bien sûr les revendications du Venezuela sur ce territoire, surtout après 1962.

Pendant ce temps, la Guyane britannique avait proclamé son indépendance le 26 mai 1966, mais cela ne changeait pas grand'chose : le Venezuela n'avait plus la Grande-Bretagne, mais la Guyane indépendante en face de lui.



1966, n° 235



1967, n° 277

L'indépendance de la Guyane

De longues négociations entre le Venezuela, la Grande-Bretagne et la Guyane eurent lieu dans une atmosphère détestable et n'apportèrent aucune solution. Tout au plus un traité, signé à Genève le 17 février 1966, où il était stipulé que les deux pays étaient d'accord pour rechercher une solution pacifique...

En 1965 et 1966, le Venezuela émit une série de trois timbres-poste, trois timbres de poste aérienne et deux blocs, pour souligner ses droits sur la région qu'il réclamait. Les timbres portent la mention "*Reclamación de su Guayana*", accompagnée de vieilles cartes géographiques qui tentent à démontrer que les revendications vénézuéliennes sont historiquement et légalement fondées. Sur les blocs s'ajoutent des textes avec des "arguments irréfutables"...



1965, n°s 728/730 & P.A. n°s 863/865

Vieilles cartes géographiques pour démontrer les droits vénézuéliens



Nº 011179

REPUBLICA DE VENEZUELA
MINISTERIO DE HACIENDA DIRECCIÓN DE LA RENTA INTERNA



MAPA DE AGUSTIN CODAZZI:
PARIS 1840
dedicado al Congreso Constituyente de Venezuela,
con la frontera a lo largo del Río Esequibo,
indicando que ya para esa fecha dos porciones de
territorio habían sido usurpadas por los ingleses.



MAPA DE LUIS DE SURVILLE:
MADRID 1778
levantado de orden del Ministro don José de Gálvez,
del Despacho Universal de Indias y publicado, a
expensas del Rey de España, con la Historia de la
Nueva Andalucía de Fray Antonio Caulin.

Nuestra
Guayana

hasta

el

Esequibo



MAPA DE J. M. RESTREPO:
PARIS 1827
publicado bajo el Gobierno de Simón Bolívar,
Libertador Presidente de la República de Colombia,
después de haberse formulado oficialmente el gobierno
británico la siguiente declaración "Este bello y rico
país se extiende por la Mar del Norte desde el Río
Esequibo".

Bs 0,85

Brüder Rosenbaum, Wien

1966, bloc 11A
Vieilles cartes géographiques et textes pour démontrer les droits vénézuéliens
"Nuestra Guayana hasta el Esequibo"



Nº 000157

REPUBLICA DE VENEZUELA
MINISTERIO DE HACIENDA DIRECCIÓN DE LA RENTA INTERNA



MAPA DE J. CRUZ
CANO Y OLMEDILLA:
MADRID 1775
reimpreso por el Generalísimo Francisco de Miranda en Londres (1779) con el patrocinio del gobierno británico.



MAPA DE LA EMISIÓN
DE ESTAMPILLAS DE
CARACAS 1896
En el momento álgido de la controversia de límites con Guayana Británica, se dispuso reproducir este mapa con las diversas líneas de frontera que habían sido propuestas, y con la reclamación venezolana hasta el Río Esequibo.

Nuestra

Guayan

hasta

el

Esequib



MAPA DEL MINISTERIO DE
RELACIONES EXTERIORES:
CARACAS 1964
Expresa los sucesivos avances británicos sobre el territorio venezolano hasta cerca de Upata. El llamado laudo de 1899 otorgó a Gran Bretaña más de 137.000 kms que ésta había reconocido a Venezuela hasta 1840.

Bs 1,65

Brüder Rosenbaum, Wien

1966, bloc 11B

*Vieilles cartes géographiques et textes pour démontrer les droits vénézuéliens
"Nuestra Guayana hasta el Esequibo"*

Ce n'est qu'en 1970 que les deux pays signèrent un accord, qui "gelait" le contentieux pour 12 ans. Mais déjà en 1981, le Venezuela refusait de prolonger cet accord, qui était en fait plus un simple cessez-le-feu qu'une véritable convention. La situation escalada de nouveau, et l'on était à deux doigts de la guerre, quand le Venezuela céda, surtout par peur de la réaction du grand voisin brésilien. Le litige fut de nouveau porté devant les Nations-Unies, où il est encore toujours "dormant".

C'est pour cette raison que le Venezuela se borne actuellement à indiquer "Zona en Reclamación", sur tous les timbres représentant une carte géographique émis depuis lors.



1970, P.A. n° 993



1981, n° 1090



1973, n° 904



1987, n° 1369

Mais la Guyane ne restait pas inactive non plus : surtout en 1981 et 1982, ils émirent d'innombrables timbres, soulignant leurs droits sur la région de l'Essequibo : il s'agit de timbres-poste, de timbres-taxe et de carnets, où des surcharges très peu esthétiques apportent le message "Essequibo is ours".



1981, n°s 606/610

Surcharge "Essequibo is ours" sur des timbres fiscaux employés comme timbres-poste



1982, n° 690

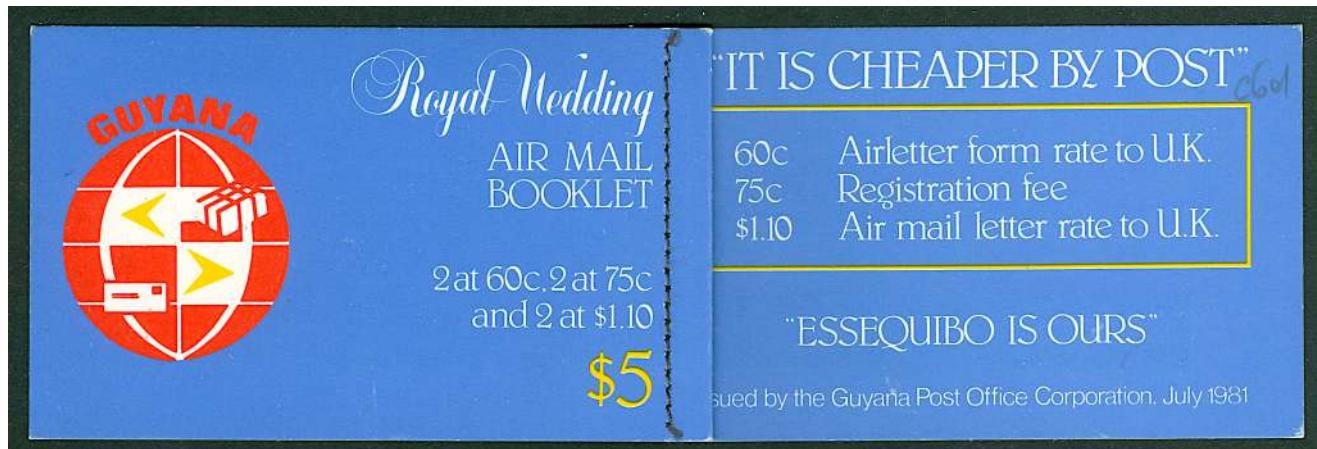


1981, n° 628



1982, n° 691

Surcharge "Essequibo is ours"



1981, carnet C601
Le texte "Essequibo is ours" sur la couverture du carnet



1983, Michel n° 917



1985, Michel n° 1309



1985, Michel n° 1310





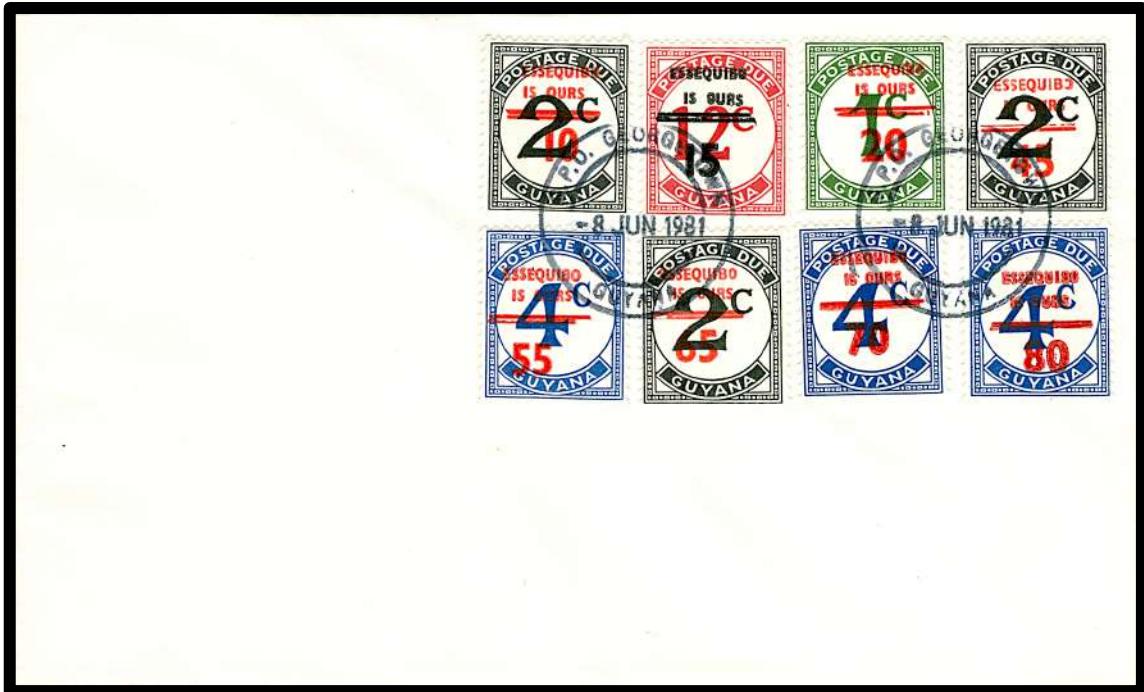
1982, Michel n°s 790/826

Surcharge "Essequibo is ours" sur des timbres fiscaux employés comme timbres-poste



1981, Michel n°s A 632/I 632 des timbres-taxe

Surcharge "Essequibo is ours" sur des timbres-taxe



1981 : Enveloppe philatélique (premier jour) avec la surcharge "Essequibo is ours"
sur les timbres-taxe Michel n°s A 632/I 632



1970 : Enveloppe premier jour représentant la carte de la Guyane, où la région de l'Essequibo est incorporée.